



# Assemblée générale

Soixante-seizième session

## Première Commission

15<sup>e</sup> séance plénière

Lundi 1<sup>er</sup> novembre 2021, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Hilale . . . . . (Maroc)

La séance est ouverte à 10 heures.

### Points 92 à 107 de l'ordre du jour (suite)

#### Décision sur tous les projets de résolution et de décision déposés au titre des points de l'ordre du jour relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président** : Ce matin, la Commission va continuer de se prononcer sur tous les projets de résolution et de décision soumis au titre des points 92 à 107 de l'ordre du jour. Nous continuerons de suivre la procédure que j'ai décrite lors de notre séance du 27 octobre (voir A/C.1/76/PV.13).

Nous entendrons d'abord les dernières délégations qui voudraient demander à prendre la parole pour expliquer leur vote après le vote sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive », tels qu'ils figurent dans le document non officiel A/C.1/76/INF/1/Rev.2. Ensuite, la Commission examinera les projets de résolution et de décision relevant du groupe 3, tels que contenus dans le document non officiel A/C.1/76/INF/1/Rev.4. Puis elle examinera les projets figurant dans le document non officiel A/C.1/76/INF/2/Rev.3, qui a été distribué aux délégations par voie électronique.

Les délégations sont informées également que la décision sur le projet de résolution A/C.1/76/L.47 a été

reportée en attendant la publication de l'état des incidences sur le budget-programme.

Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote après l'adoption des décisions et résolutions de la semaine dernière.

**M<sup>me</sup> Jáquez Huacuja** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je voudrais expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

Le Mexique appuie le projet de résolution relatif au non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, car nous convenons qu'il est important et urgent de prévenir une course aux armements dans l'espace, conformément à notre volonté de faire en sorte que l'espace soit utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Néanmoins, nous réaffirmons que notre appui à ce projet de résolution ne doit en aucun cas être interprété comme acceptant ou entérinant tacitement un prétendu droit de déployer des armes dans l'espace ou de les lancer depuis la Terre si un autre État le fait en premier, ou en réponse à une attaque.

Le Mexique continuera à œuvrer pour qu'aucun acteur ne déploie d'armes dans l'espace, quelles que soient les circonstances. Nous voulons également souligner spécifiquement que toutes les armes nucléaires doivent être interdites ou éliminées, indépendamment de leur catégorie ou de leur emplacement, conformément au

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Traité de Tlatelolco de 1977 et au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires.

**M. Eberhardt** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je vais donner une explication de vote au nom de l'Albanie, de l'Allemagne, de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, de la Bulgarie, du Canada, de la Croatie, du Danemark, de l'Espagne, de l'Estonie, de la Finlande, de la France, de la Géorgie, de la Grèce, de l'Irlande, de l'Islande, de l'Italie, de la Lettonie, de la Lituanie, du Luxembourg, de la Macédoine du Nord, du Monténégro, de la Norvège, de la Nouvelle-Zélande, des Pays-Bas, du Portugal, de la République tchèque, de la Roumanie, du Royaume-Uni, de la Slovaquie, de la Slovénie, de la Suède, de la Suisse, de l'Ukraine, et de mon propre pays, les États-Unis, sur le projet de résolution A/C.1/76/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ».

Nos pays respectifs ont voté pour ce projet de résolution, car nous pensons qu'il reflète fidèlement les objectifs et les buts de la Convention sur les armes chimiques (CIAC), qu'il appuie le travail courageux de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et qu'il aborde de front la nécessité d'appliquer le principe de responsabilité concernant l'emploi répété d'armes chimiques. Si de rares pays continuent d'employer ces armes abjectes, en violation des normes internationales, ce sont les nombreux États qui se sont associés à ma déclaration qui restent déterminés à défendre et à préserver la Convention et la norme interdisant l'emploi des armes chimiques. C'est la détermination du plus grand nombre à mettre fin à la menace et à l'emploi d'armes chimiques et à demander des comptes à la poignée d'États qui cherchent à les normaliser.

À l'approche du vingt-cinquième anniversaire de l'entrée en vigueur de la CIAC, il est regrettable que nous ayons toujours à condamner l'emploi d'armes chimiques. La vérité met peut-être certains pays mal à l'aise, mais ce projet de résolution souligne à juste titre les graves préoccupations que nous inspire l'emploi d'armes chimiques, comme on l'a constaté en Syrie, en Malaisie, en Iraq, au Royaume-Uni et, maintenant, en Russie, avec l'empoisonnement de M. Alexei Navalny. Malheureusement, il reste quelques pays qui préfèrent tout simplement ne pas discuter du tout de l'emploi d'armes chimiques, et d'autres qui affirment que toute discussion ou tout effort pour remédier à un

comportement aussi malveillant est un acte délibéré de politisation.

Presque tous les pays du monde sont parties à la CIAC, et la grande majorité de ces nations s'acquittent de leurs obligations. Ce n'est pas politiser la question que d'énoncer les faits et de reconnaître que l'emploi d'armes chimiques a des conséquences. Ce n'est pas politiser la question que de veiller à ce qu'il n'y ait pas d'impunité pour ceux qui violent leurs obligations internationales ou qui bénéficient d'une échappatoire pour éviter de rendre des comptes parce que ce serait politiquement inconfortable. Les faits sont clairs. Le régime d'Al-Assad a bafoué ses obligations internationales et méprisé les normes de l'humanité la plus élémentaire en utilisant à plusieurs reprises des armes chimiques contre son propre peuple. Dans des rapports distincts publiés en avril 2020 et cette année, l'Équipe d'enquête et d'identification de l'OIAC a conclu que la République arabe syrienne était responsable d'attaques à l'arme chimique en mars 2017 et en février 2018. À la suite de ces rapports, le Conseil exécutif de l'OIAC a adopté une décision énonçant des mesures claires que la Syrie devait prendre, mais dont elle ne s'est aucunement acquittée. Pour cette raison, près de 90 pays, soit la majorité des États parties présents et votants, ont pris collectivement la décision de suspendre certains droits et privilèges de la République arabe syrienne en vertu de la CIAC, jusqu'à ce qu'elle ait pris les mesures demandées par le Conseil exécutif.

De même, le Gouvernement russe doit respecter ses obligations, car la communauté internationale attend depuis plus d'un an que la Russie donne des explications complètes sur l'empoisonnement de M. Navalny sur le territoire russe, avec un agent du groupe Novitchok. La Russie n'a pas fourni la moindre coopération constructive à l'OIAC et a refusé de faire preuve de transparence au sujet de cet incident. Par conséquent, et dans le but de comprendre les faits entourant l'utilisation d'un agent Novitchok sur le territoire russe, 45 États parties préoccupés, dont les États-Unis, ont demandé des éclaircissements à la Fédération de Russie dans le cadre de l'OIAC, en lui soumettant des questions au titre de l'article IX de la CIAC.

Les obligations issues de la Convention s'appliquent à tous. Nous devons appliquer fidèlement ces normes à tous les États parties. Si nous n'agissons pas, d'autres pourraient être encouragés à utiliser des armes chimiques à l'avenir. Une telle dégradation de la norme mondiale contre l'emploi d'armes chimiques

porte atteinte au cœur même de la CIAC et compromet les objectifs mondiaux en matière de sécurité internationale, de maîtrise des armements, de non-prolifération et de désarmement. Tout effort visant à minimiser ces questions sérieuses ou à prétendre qu'elles sont en quelque sorte politisées ou trop controversées pour être incluses dans ce projet de résolution est irresponsable et porte atteinte au travail que nous avons accompli à ce jour. Nous devons continuer à condamner collectivement, dans les termes les plus énergiques, l'emploi d'armes chimiques par tout État ou acteur non étatique et faire en sorte que tous ceux qui utilisent ces armes aient à répondre de leurs actes.

**M. Yakut** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour donner une explication de vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ».

La Turquie a voté pour ce projet de résolution en raison de sa position de principe sur la Convention sur les armes chimiques (CIAC), qui joue un rôle essentiel dans les efforts internationaux de désarmement et de non-prolifération et que nous appuyons fermement. La Turquie réaffirme que l'emploi d'armes chimiques par qui que soit, où que ce soit, et en quelque circonstance que ce soit, constitue un crime contre l'humanité. Nous condamnons dans les termes les plus fermes l'emploi d'armes chimiques, qui a refait surface dans diverses parties du monde. Le cas de la Syrie reste particulièrement inquiétant à cet égard.

Les mises à jour du projet de résolution actuel tiennent compte des preuves les plus récentes du non-respect, par le régime syrien, de ses obligations au titre de la CIAC. La référence au deuxième rapport de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), publié le 12 avril de cette année, est particulièrement importante car il établit qu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un hélicoptère militaire des Forces aériennes arabes syriennes a perpétré une attaque à l'arme chimique à Saraqeb le 4 février 2018. Il s'agit là de la dernière d'étude scientifique en date à attribuer au régime syrien la responsabilité de l'emploi d'armes chimiques contre sa propre population.

Désormais, la culpabilité du régime dans au moins huit attaques à l'arme chimique a été prouvée par des mécanismes d'enquête indépendants. Nous nous félicitons également que le projet de résolution

fasse référence à l'importante décision de la Conférence des États parties à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, intitulée « Contrer la détention et l'emploi d'armes chimiques par la République arabe syrienne », en date du 21 avril. Cette décision, dont la Turquie s'est portée coauteur, a constitué une avancée essentielle pour

**Le Président** : Le représentant de la République arabe syrienne a demandé la parole pour une motion d'ordre.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Je voudrais vous demander, Monsieur le Président, d'exhorter les représentants de certains États Membres à utiliser le langage qui est de rigueur à l'ONU et, en outre, d'exercer votre prérogative de faire respecter les règles et de maintenir l'environnement diplomatique qui s'impose, tout en préservant le droit d'avoir des opinions différentes. Je n'ai pas l'intention de perturber les travaux de la Commission. Notre motion d'ordre n'a pas pour but d'être frivole ou de provoquer une perturbation, mais de souligner notre refus de toute transgression ou atteinte aux travaux de la Commission. Personne n'est au-dessus du règlement de la Commission, et je demande instamment à mes collègues de respecter cela. Cette question s'est posée dans de nombreuses commissions, sous d'autres présidences, et nous exhortons une fois de plus nos collègues à respecter les convenances diplomatiques. Je voudrais, Monsieur le Président, que vous nous précisiez si vous ou le secrétariat autorisez les représentants à s'adresser aux représentants d'autres États Membres à leur guise. Si tel est le cas, personne ne pourra nous reprocher de faire de même à l'avenir.

**Le Président** : J'appelle toutes les délégations à respecter le langage diplomatique et à maintenir le respect mutuel qui a toujours caractérisé les travaux de la Première Commission. Dès le départ, j'avais lancé un appel pour que nos débats puissent se dérouler dans le respect et la sérénité, et conformément au code et aux habitudes qui siéent à notre assemblée. J'espère pouvoir compter sur toutes les délégations durant l'adoption des projets de résolution. Nous ne voulons pas que les droits de réponse soient interrompus, et nous ne souhaitons pas non plus qu'il y ait des motions d'ordre. Nous souhaitons, comme je l'ai dit, que le code et les pratiques de l'Assemblée générale et de ses différentes commissions soient respectés ici aussi, à la Première Commission. Cela dit, j'espère pouvoir compter sur la compréhension et l'aimable coopération des membres. Il

nous reste encore quelques jours. Essayons de les passer en totale harmonie, dans un respect entier et dans le plein exercice de nos droits, tant qu'ils ne touchent pas aux droits des autres.

**M. Yakut** (Turquie) (*parle en anglais*) : Nous trouvons déplorable qu'une délégation abuse de la pratique consistant à prendre la parole sur une motion d'ordre pour perturber nos travaux. Ma délégation ne cédera pas à un tel manque de professionnalisme. Je reprends maintenant ma déclaration.

Cette décision, dont la Turquie s'est portée coauteur, a constitué une avancée essentielle pour remédier à la détention et à l'emploi d'armes chimiques par le régime syrien. Dans ce contexte, nous sommes vivement préoccupés par le fait que le régime syrien continue de ne pas la mettre en œuvre, et nous appelons le régime syrien à déclarer et à détruire toutes ses armes chimiques et ses installations de production d'armes chimiques, d'une manière totalement vérifiable. **Le Président** : J'invite le représentant de la République arabe syrienne à s'abstenir de demander la parole pour une motion d'ordre et j'invite le représentant de la Turquie à respecter les appellations qui sont celles des États Membres de l'ONU. Nous ne voulons pas qu'il y ait de polémique ici sur le statut ou les appellations des uns et des autres. Je demande à la Turquie de continuer son explication de vote, mais dans le respect.

**M. Yakut** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je voudrais demander au secrétariat de veiller à prévenir ces comportements qui manquent de professionnalisme, afin de préserver nos délibérations de toute interruption.

Le projet de résolution aurait été plus complet s'il avait fait référence à la coopération continue entre le Secrétariat technique de l'OIAC et le Mécanisme international, impartial et indépendant chargé de faciliter les enquêtes sur les violations les plus graves du droit international commises en République arabe syrienne depuis mars 2011 et d'aider à juger les personnes qui en sont responsables, ce qui aurait pu encourager considérablement les efforts en cours visant à lutter contre l'impunité concernant l'emploi d'armes chimiques en Syrie.

Enfin, le projet de résolution aurait également pu exhorter le régime syrien à coopérer pleinement avec les organes de l'OIAC, notamment l'Équipe d'enquête et d'identification et l'Équipe d'évaluation des déclarations. Nous sommes profondément préoccupés par le refus du régime d'accorder des visas à certains fonctionnaires de

l'OIAC, ce qui fait délibérément obstacle à l'exécution des activités prévues à leur mandat. Je tiens à souligner que, conformément à la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité, le régime syrien a l'obligation de donner un accès immédiat et sans entrave au personnel désigné par l'OIAC.

Nous souhaitons profiter de cette occasion pour féliciter le Secrétariat technique de l'OIAC pour sa position impartiale et objective et pour son professionnalisme dans l'enquête sur les attaques à l'arme chimique en Syrie et ailleurs. Ses efforts sont inestimables pour garantir l'application du principe de responsabilité et lutter contre l'impunité. Dans ce contexte, nous sommes profondément préoccupés par les efforts actuels, motivés par des considérations politiques, visant à discréditer l'OIAC et son personnel. La Turquie continuera d'appuyer toutes les mesures prises par la communauté internationale, et en particulier par l'ONU et l'OIAC, pour garantir l'établissement de toutes les responsabilités en Syrie.

**Le Président** : Je lance un appel à toutes les délégations : le respect s'impose à tous. Je les prie profondément de respecter chaque délégation et les appellations de chaque État Membre. Nous ne sommes pas ici pour nous invectiver, et ni les explications de vote ni les déclarations au titre du droit de réponse ne devraient être utilisées pour discuter du statut de tel ou tel pays.

**M. Tozik** (Biélorus) (*parle en russe*) : Nous voudrions commenter brièvement nos votes concernant le groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive ».

Nous avons voté contre tous les paragraphes du projet de résolution A/C.1/76/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction », qui ont été mis aux voix. Nous déplorons son caractère toujours hautement politisé, notamment dans certains paragraphes. Cette année, nous avons constaté que certaines parties de la résolution sont devenues plus controversées. Non seulement cela porte préjudice à la résolution elle-même et, avec elle, à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), mais cela constitue aussi une menace pour le régime mondial de non-prolifération des armes de destruction massive. Nous exhortons les auteurs du texte à revenir à un langage unificateur qui contribuerait à renforcer la confiance entre les États



parties à la Convention sur les armes chimiques et à consolider le régime de la Convention.

Nous souhaitons appeler l'attention de nos collègues sur le fait que le projet de résolution A/C.1/76/L.10 est le seul document de la Première Commission qui porte sur les armes chimiques et le désarmement chimique. Nous considérons qu'il est inacceptable d'utiliser la plateforme de l'OIAC pour porter des accusations contre des États Membres souverains et s'ingérer dans leurs affaires intérieures. Nous nous opposons à toute tentative de confier à l'OIAC des fonctions attributives qui devraient être du ressort exclusif du Conseil de sécurité, et nous appelons à l'adoption de résolutions qui puissent nous aider à remettre les activités de l'OIAC sur la voie du consensus.

**M. Moreno** (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais faire une explication de vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.10, intitulé « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction ».

L'emploi persistant d'armes chimiques par la Syrie, alors qu'elle avait adhéré à la Convention sur les armes chimiques (CIAC) et accepté de renoncer à l'ensemble de son programme d'armes chimiques, a été clairement exposé dans le rapport du Mécanisme d'enquête conjoint de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et de l'Organisation des Nations Unies publié en 2016 (voir S/2016/738), entre autres choses. Le rapport le plus récent de la Mission d'établissement des faits de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques en République arabe syrienne a été complété par de nombreux rapports et déclarations du Directeur général de l'OIAC concernant les lacunes, les incohérences et les divergences de la déclaration syrienne. C'est une source d'inquiétude que la communauté internationale doit aborder clairement et fermement si nous voulons empêcher une nouvelle érosion de la norme absolue contre l'emploi d'armes chimiques.

À cet égard, Israël appuie pleinement l'important travail de l'Équipe d'enquête et d'identification de l'OIAC s'agissant d'attribuer les responsabilités des attaques chimiques à leurs véritables auteurs. L'emploi d'armes chimiques représente une évolution extrêmement inquiétante, surtout à la lumière des ambitions de certains acteurs étatiques ou non étatiques qui entendent acquérir et utiliser ces capacités à l'avenir. Ces incidents montrent que le tabou des armes

chimiques continue d'être érodé et que les terroristes sont motivés à en profiter. Il est primordial de veiller à ce que la communauté internationale intensifie ses efforts pour relever efficacement ces défis et bloquer toute possibilité d'emploi futur d'armes chimiques par des acteurs étatiques ou non étatiques. À ce stade, il est également clair que les capacités chimiques résiduelles de la Syrie, y compris en matière de recherche-développement, doivent être entièrement démantelées. Toute autre ligne de conduite lui permettra de poursuivre ses activités honteuses et, à terme, de réhabiliter son programme d'armes chimiques.

Enfin, pour sa part, Israël a voté pour le projet de résolution A/C.1/76/L.10, sur la base de notre appui de longue date à ce texte et aux buts et objectifs de la CIAC, dont nous sommes devenus signataires en 1993. Israël entretient un dialogue étroit avec l'OIAC et est partie au Protocole de Genève de 1925.

Je trouve curieux que la délégation syrienne se soit référée dans sa motion d'ordre à un emploi terminologique erroné par un orateur. Si mes souvenirs sont exacts, lorsque cette délégation, ainsi qu'une autre, fait référence à l'État d'Israël, elle évoque « le régime israélien ».

**Le Président** : Je voudrais assurer le représentant d'Israël que mon appel à la coopération et à la compréhension de tous s'adresse à tous, sans aucune exception. J'espère que chaque pays respectera l'appellation complète des États Membres de l'ONU.

**M. Domingo** (Philippines) (*parle en anglais*) : Aucune aspiration ni ambition ne saurait justifier l'emploi d'armes qui détruisent tout sans discrimination. Ces armes létales mettent tout le monde en danger de mort, surtout si elles tombent entre les mains de terroristes. Les Philippines se félicitent du consensus sur le projet de résolution A/C.1/76/L.8, relatif aux mesures visant à empêcher les terroristes d'acquérir des armes de destruction massive, qui reconnaît l'importance des mesures nationales pour empêcher les terroristes d'acquérir ce type d'armes, leurs vecteurs et les matières et technologies liées à leur fabrication. Cela souligne la nécessité d'une gestion solide des échanges stratégiques au niveau national et d'une coopération internationale pour renforcer les normes mondiales de non-prolifération. Nous participons activement aux processus engagés à tous les niveaux pour une mise en œuvre effective et complète de la Convention sur les armes biologiques (CIAB) et de la Convention sur les armes chimiques (CIAC).

En 2018, le Secrétaire général a appelé à repenser nos efforts en matière d'élimination des armes de destruction massive dans le contexte du développement. Nous convenons qu'il est possible de prendre des mesures supplémentaires pour exploiter les synergies entre le processus de désarmement et les priorités du développement durable. Notre appui constant au projet de résolution A/C.1/76/L.35 est à la mesure de notre contribution nationale aux processus de mise en œuvre de la Convention sur les armes biologiques. Nous espérons que la neuvième Conférence des États parties à la CIAB, qui se tiendra l'année prochaine, sera couronnée de succès et qu'elle permettra d'actualiser sur le fond ce projet de résolution à la Première Commission lors de la prochaine session.

La Conférence à venir sera l'occasion pour les États parties de mettre en place un mécanisme institutionnel de la Convention plus développé et répondant aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle. La pertinence de la Convention a été mise en exergue par les défis posés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et par les risques que recèlent les agents pathogènes s'agissant de perturber nos vies. Nous nous associons aux appels à reprendre les négociations multilatérales sur un protocole juridiquement contraignant qui traite de tous les articles de la Convention de manière équilibrée et complète, y compris par des mesures de vérification. Nous attendons avec intérêt un consensus sur les initiatives visant à renforcer le cadre de coopération et d'assistance internationales de la CIAB, en particulier en ce qui concerne l'article X et l'article VII de la Convention.

En tant que membre du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques, les Philippines participent activement aux travaux pour atteindre les objectifs de la CIAC et parvenir à la mise en œuvre complète, efficace et non discriminatoire de toutes ses dispositions. Nous appuyons les efforts visant à éliminer les stocks d'armes chimiques et à assurer la non-prolifération de ces armes.

**M<sup>me</sup> Narayanan Nair** (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde voudrait saisir cette occasion pour expliquer son vote sur les projets de résolution A/C.1/76/L.10 et A/C.1/76/L.35.

Nous continuons d'appuyer le projet de résolution A/C.1/76/L.10, « Application de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction », étant donné la grande importance que

nous attachons à la Convention sur les armes chimiques (CIAC) et à toutes ses dispositions qui répondent aux préoccupations concernant l'emploi présumé d'armes chimiques. L'Inde a toujours soutenu que tout emploi d'armes chimiques témoigne d'un mépris total pour l'humanité et est répréhensible et contraire aux dispositions de la CIAC et aux normes internationales convenues. Nous sommes opposés à l'emploi d'armes chimiques en tout lieu, à tout moment, par quiconque et en toutes circonstances. Les auteurs de ces actes odieux doivent rendre des comptes. L'Inde considère qu'il est très important de préserver l'intégrité de la CIAC et d'éviter de politiser les problèmes.

En ce qui concerne les allégations d'emploi et les mesures à prendre en conséquence, nous pensons que les dispositions et procédures prévues par la Convention doivent être strictement respectées par l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC), et que toutes les préoccupations doivent être traitées sur la base d'une coopération entre toutes les parties concernées.

Le projet de résolution a traditionnellement réuni le consensus. Toutefois, il est regrettable que sa nature fondée sur le consensus ait été affectée par l'inclusion de questions litigieuses dans les paragraphes de son dispositif. Nous espérons qu'un changement favorable s'opérera à l'avenir.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.35, intitulé « Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction », l'Inde attache une grande importance à la Convention sur les armes biologiques (CIAB), premier traité de désarmement mondial et non discriminatoire interdisant une catégorie entière d'armes de destruction massive. L'Inde a souligné que la stabilité financière de la Convention est essentielle à sa mise en œuvre complète et effective. Nous exhortons tous les États parties à verser l'intégralité de leurs contributions annuelles dans les délais impartis.

En ce qui concerne le fonds de roulement, l'Inde soutient que ce fonds devrait être constitué par des contributions statutaires des États parties, et non par des contributions volontaires. Un fonds de roulement similaire a été créé à l'OIAC grâce aux contributions statutaires. En outre, nous soutenons que le budget de la CIAB doit être appuyé par les contributions des États parties, et non par celles d'entités non étatiques. Nous attendons avec intérêt l'examen de la décision relative à la création d'un fonds de roulement par la neuvième

Conférence des États parties à la Convention, prévue l'année prochaine.

**Le Président** : Nous avons entendu la dernière oratrice au titre des explications de vote après la mise aux voix pour le groupe de questions 2, « Autres armes de destruction massive ».

La Commission va maintenant se prononcer sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe 3, tels qu'ils figurent dans le document non officiel A/C.1/76/INF/1/Rev.4. Je vais d'abord donner la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général ou présenter des projets de résolution ou de décision nouveaux ou révisés au titre du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ». Je rappelle aux délégations que les déclarations sont limitées à cinq minutes.

Je donne la parole à la représentante du Royaume-Uni, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/76/L.52.

**M<sup>me</sup> Fowler** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Le Royaume-Uni a l'honneur de présenter le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », suite à l'adoption par l'Assemblée générale, l'année dernière, de la résolution 75/36.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace demeure un objectif clef pour préserver la paix et la sécurité internationales. Pour y parvenir, nous devons prendre en compte non seulement les capacités susceptibles de stimuler une course aux armements, mais aussi les comportements, les actions, les activités et les omissions qui pourraient conduire à une escalade et à un conflit. La résolution de l'année dernière demandait au Secrétaire général d'élaborer un rapport reprenant les vues des États Membres sur les menaces qui existent ou pourraient exister pour les systèmes spatiaux et sur la manière dont la poursuite de l'élaboration et de l'application de normes, règles et principes de comportement responsable pourrait contribuer à prévenir une course aux armements dans l'espace. Le Royaume-Uni est reconnaissant au Secrétaire général d'avoir présenté, à la présente session de l'Assemblée générale, le rapport publié sous la cote A/76/77, et remercie les États Membres, organisations internationales et organisations de la société civile qui ont partagé leurs points de vue.

Le rapport recommande aux États Membres d'examiner les idées qu'il expose et de convenir d'un processus inclusif qui aurait pour mission de présenter ces questions sous une forme plus aboutie à l'Assemblée générale à sa soixante-seizième session. Le présent projet de résolution A/C.1/76/L.52 donne suite à cette recommandation en proposant la création d'un groupe de travail à composition non limitée chargé de s'appuyer sur le rapport et de poursuivre le travail entamé par la résolution de l'année dernière. Le mandat de fond du groupe de travail à composition non limitée serait triple. Premièrement, il ferait l'inventaire des cadres juridiques internationaux et des autres cadres normatifs existants concernant les menaces liées au comportement des États vis-à-vis de l'espace ; deuxièmement, il examinerait les menaces que les États font ou feront peser sur les moyens spatiaux, ainsi que les mesures, les activités et les omissions qui pourraient être jugées irresponsables ; et, troisièmement, il formulerait des recommandations au sujet d'éventuels normes, règles et principes de comportements responsables à l'égard des menaces que les États font peser sur les moyens spatiaux, y compris, le cas échéant, sur la manière dont ils pourraient contribuer à négocier des instruments juridiquement contraignants, notamment pour ce qui est de la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Comme l'indique le rapport du Secrétaire général, l'espace est en passe de devenir un terrain de rivalités stratégiques. Les rivalités géopolitiques terrestres se jouent sur l'orbite terrestre et au-delà. Le risque de voir tel conflit armé se déclencher un jour dans l'espace ou s'y étendre s'en trouve aggravé. Parallèlement à cette évolution, un certain nombre d'États se donnent de plus en plus les moyens d'attaquer des systèmes spatiaux en usant de moyens divers depuis l'espace ou de la Terre.

Nous n'appréhendons toujours pas de la même manière l'impact et les conséquences de l'utilisation de nombre de ces concepts de riposte. Nous avons bon espoir que les délibérations du groupe de travail à composition non limitée contribueraient à cette compréhension commune, à la définition de comportements acceptables et inacceptables et à l'établissement de normes concernant l'utilisation de technologies terrestres susceptibles d'avoir un effet sur les systèmes spatiaux. Nous pensons qu'une telle approche fondée sur le comportement peut améliorer notre confiance dans les actions des uns et des autres, prévenir les erreurs de calcul et les escalades menant à un conflit, et contribuer à la prévention d'une course

aux armements dans l'espace. Cette approche peut faire appel à une combinaison d'obligations juridiquement contraignantes et d'engagements politiques qui peuvent être mis en œuvre de manière progressive, soutenue et complémentaire.

Le Royaume-Uni recommande ce projet de résolution à la Commission et se réjouit de travailler avec tous les États Membres pour développer cette nouvelle approche dans l'espoir qu'elle contribuera à notre objectif : faire en sorte que l'espace demeure un milieu pacifique, sûr, stable, sécurisé et durable, dans l'intérêt de tous.

**M. Sarwani** (Pakistan) (*parle en anglais*) : La présente déclaration est la déclaration d'ordre général du Pakistan sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Si nous appuyons cet important projet de résolution pris dans son ensemble, ma délégation votera également pour son cinquième alinéa, qui appelle une volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun. Ce noble objectif s'applique à toutes les sphères des relations internationales, et en particulier à la recherche d'un ordre mondial juste et stable.

Dans le domaine de l'espace, il est d'autant plus pertinent que, dès 1967, le Traité sur l'espace extra-atmosphérique reconnaît que l'exploration et l'utilisation de l'espace, y compris la Lune et les autres corps célestes, devraient se faire pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement économique ou scientifique, et sont l'apanage de l'humanité tout entière. Ces références à un avenir commun ou partagé soulignent les aspirations et les intérêts collectifs de l'humanité à bâtir un avenir dans lequel l'espace sera préservé en tant que domaine pacifique pour la coopération internationale et le bénéfice commun de tous, à l'abri de toute course aux armements ou de toute activité déstabilisatrice.

**Le Président** : Je donne maintenant la parole au représentant de la Fédération de Russie, qui va présenter les projets de résolution A/C.1/76/L.53 et A/C.1/76/L.50.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : L'exploration de l'espace à des fins pacifiques est considérée comme un moyen efficace de résoudre de nombreux problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Les technologies spatiales font désormais partie de notre quotidien, et nous ne pouvons plus imaginer notre vie sans elles. Cependant, nous assistons depuis peu à une menace croissante de voir l'espace devenir une arène

de conflit armé, avec des conséquences potentiellement désastreuses pour l'ensemble de l'humanité. Un certain nombre d'États mettent déjà en œuvre une politique visant à déployer des armes dans l'espace, augmentant ainsi les possibilités de faire usage de la force contre des objets spatiaux et des infrastructures indispensables pour la vie sur Terre, et prévoient également de mener des opérations militaires dans l'espace. Dans ce contexte, il est de plus en plus urgent d'empêcher une course aux armements dans l'espace et de préserver l'espace à des fins pacifiques. L'importance vitale de cette priorité a été établie en 1978 dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (résolution S-10/2).

Compte tenu de l'importance de trouver de nouvelles idées permettant de renforcer les efforts internationaux visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, la Russie a déposé le projet de résolution A/C.1/76/L.53, qui propose de solliciter les vues des États Membres sur les garanties à mettre en place pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Les vues de ces pays seront présentées par le Secrétaire général en annexe d'un rapport à l'Assemblée générale à sa soixante-dix-septième session.

La Russie a toujours préconisé une politique visant à faire en sorte que l'espace circumterrestre reste exempt d'armes de toutes sortes. Nous sommes fermement convaincus que la mesure universelle la plus efficace à cet égard consiste à élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Tous les États qui jouent un rôle important dans l'espace devraient y être parties. Conformément à ce principe, la Russie, avec d'autres États partageant les mêmes idées, a lancé toute une série d'initiatives. Par exemple, la Chine et la Russie ont présenté conjointement à la Conférence du désarmement un projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Une version actualisée de ce projet de traité est sur la table de négociation de la Conférence du désarmement depuis juin 2014 et constitue une bonne base pour un instrument multilatéral pertinent. Jusqu'à présent, aucun autre projet de texte sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace n'a été proposé.

L'initiative internationale relative à l'interdiction du déploiement d'armes dans l'espace en premier constitue une étape intermédiaire vers un traité visant à prévenir une course aux armements dans l'espace



et, à l'heure actuelle, la seule mesure concrète visant à empêcher la militarisation de l'espace. Il compte désormais 30 États en tant que participants à part entière. Pour appuyer cette initiative, nous avons déposé le projet de résolution A/C.1/76/L.50 à la Première Commission. Cette résolution, qui est devenue une tradition, a bénéficié chaque année d'un large appui des États Membres depuis 2014.

Cette année, nous avons réussi à obtenir l'appui de trois pays pour le projet de résolution A/C.1/76/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », et nous nous félicitons de la décision des États-Unis de coparrainer et d'appuyer de nouveau ce projet de résolution. Nous encourageons tous les États Membres qui partagent la responsabilité de préserver l'espace à des fins pacifiques et de recherche et d'assurer un accès libre et équitable à l'espace et une utilisation non discriminatoire des technologies spatiales à appuyer ce projet de résolution, notamment en s'en portant coauteurs.

**Le Président** : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/76/L.3.

**M. Hegazy** (Égypte) (*parle en anglais*) : Nous nous félicitons du consensus obtenu cette année sur le projet de résolution A/C.1/76/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », qui a été déposé par l'Égypte et Sri Lanka et dont un grand nombre de délégations se sont portées coauteurs, après avoir été soumis au vote pendant des années. Il vise à combler les lacunes et à faire face aux menaces qui sont pleinement reconnues par tous les États Membres.

Nous réitérons notre souhait de continuer à être l'un des principaux auteurs des projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53, intitulés « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » et « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », respectivement. L'Égypte note avec satisfaction les efforts qui ont été déployés cette année pour dégager à nouveau un consensus sur un autre projet de résolution visant à contribuer à prévenir une course aux armements dans l'espace. Cependant, il est clair que pour conserver leur suprématie stratégique, certains États ont toujours l'intention de faire de l'espace un champ de bataille et le théâtre de conflits militaires, ce qui aurait des conséquences catastrophiques. Compte tenu de la fragilité et de l'instabilité de l'environnement spatial, nous pensons qu'il est plus que jamais nécessaire

que l'ONU envoie un message clair pour exprimer sa détermination à faire face à ces menaces inquiétantes pour la sécurité d'un domaine qui revêt une telle importance stratégique et a des répercussions directes sur presque tous les aspects de la vie. Nous espérons que les propositions pertinentes seront adoptées par consensus lors des prochaines sessions de la Commission et que les négociations sur un traité global et juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace pourront commencer dès que possible, de manière à préserver la sécurité internationale et celle des générations futures.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : La Première Commission va se prononcer sur les projets de résolution relevant du groupe de questions « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ». La Chine s'est portée coauteur des projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53 et appuie leur adoption par consensus. Il est regrettable qu'un vote ait été de nouveau demandé sur les deux projets de résolution et sur des paragraphes spécifiques, notamment les cinquièmes alinéas des projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53, qui contiennent l'expression « bâtir pour l'humanité un avenir commun ». Ces paragraphes ont été soumis à un vote séparé pendant trois années consécutives. Comme beaucoup de mes collègues s'en souviennent, ils ont été inclus dans les résolutions pertinentes ces deux dernières années parce qu'ils avaient été appuyés par la majorité des Membres lors des votes. Et pourtant, cette année encore, un pays spécifique reste intransigeant et obtus et cherche délibérément à porter atteinte à l'unité et à provoquer la confrontation, ce qui est extrêmement décevant. Il n'y a pas si longtemps, dans cette même salle, ce pays affirmait que nous avions tous un avenir commun et qu'il n'avait aucunement l'intention de chercher à déclencher une nouvelle guerre froide ou de créer des divisions. Si c'est le cas, pourquoi remet-il en cause le concept populaire et universellement accepté d'un avenir commun pour l'humanité au sein de la Première Commission ? Est-ce simplement parce que ce concept a été proposé par la Chine ?

L'espace est un bien commun mondial, et les intérêts de tous les peuples sont en jeu. Le concept de communauté de destin pour l'humanité souligne que les intérêts de tous les pays sont étroitement liés et que le destin de l'humanité est partagé. Cela est tout à fait conforme au consensus international sur des questions telles que l'utilisation pacifique de l'espace, le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier et la

prévention d'une course aux armements dans l'espace, et reflète fidèlement le désir ardent de tous les pays de préserver conjointement la sécurité de l'espace. Il est donc tout à fait légitime et raisonnable que ce concept soit intégré dans les projets de résolution sur l'espace.

La Chine appelle toutes les délégations à voter pour les cinquièmes alinéas des projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53, intitulés « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier » et « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », respectivement. Nous sommes fermement convaincus qu'avec l'appui d'une majorité de Membres, le concept d'un avenir commun pour l'humanité sera à nouveau inclus dans les résolutions de la Première Commission et que les tentatives d'un certain pays de le bloquer seront à nouveau mises en échec.

Selon un proverbe chinois populaire, il ne sert pas à grand-chose de réessayer lorsqu'on a échoué trois fois. Nous espérons que le pays auquel j'ai fait référence comprendra cela et qu'il n'essayera pas de créer de nouvelles confrontations l'année prochaine et s'exposer ainsi à l'humiliation. Plus important encore, ce pays doit abandonner au plus vite l'esprit à somme nulle et le parti pris idéologique de la guerre froide, s'engager en faveur d'un véritable multilatéralisme, s'attacher à préserver l'unité des États Membres et travailler avec toutes les parties pour faire avancer les travaux de la Première Commission et le processus de désarmement.

Les neuvième et onzième alinéas du projet de résolution A/C.1/76/L.50 font référence au projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux, et aux déclarations politiques sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier. Il s'agit d'une contribution de bonne foi au processus de maîtrise des armements dans l'espace et elle mérite naturellement d'être appuyée. Au paragraphe 7 du projet de résolution A/C.1/76/L.53, le Secrétaire général est prié de solliciter les vues et les propositions des États Membres et de présenter un rapport. Il s'agit d'une approche classique pour promouvoir le désarmement multilatéral et d'un moyen important pour les États Membres de présenter leurs positions et de sauvegarder leurs intérêts, et elle doit être défendue. La Chine appelle l'ensemble des Membres à voter pour les paragraphes susmentionnés et les deux projets de résolution, dans leur ensemble.

**M<sup>me</sup> Almojuela** (Philippines) (*parle en anglais*) : Conformément à notre loi nationale sur l'espace, le programme spatial naissant des Philippines s'attache à mettre au point des applications spatiales qui préservent et renforcent la sécurité nationale et favorisent le développement durable. Cette politique ancre notre intérêt direct et constant dans le double objectif de, premièrement, appuyer l'exploration et la préservation de l'espace à des fins pacifiques et, deuxièmement, de prévenir la militarisation de l'espace et l'émergence d'une course aux armements dans l'espace. Une reconnaissance de l'interface vitale entre la sécurité et le développement doit guider l'élaboration d'un cadre de gouvernance sur l'espace à tout moment. Le programme « Espace 2030 » fournit un plan global pour promouvoir la coopération internationale sur l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. L'impulsion du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et du Bureau des affaires spatiales de l'Organisation des Nations Unies restera essentielle pour favoriser un dialogue constructif fondé sur les compétences techniques.

Les Philippines ont traditionnellement appuyé les projets de résolution A/C.1/76/L.60 et A/C.1/76/L.50, intitulés respectivement « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales » et « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous reconnaissons la nécessité d'un instrument efficace pour prévenir une course aux armements dans l'espace, en étant pleinement conscients du fait que l'absence de normes convenues accroît les risques pour la sécurité de l'espace. Nous soutenons le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », et nous nous félicitons des mises à jour de fond qui reconnaissent l'utilité des instruments juridiquement contraignants, notamment pour ce qui est de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Comme nous l'avons indiqué l'année dernière, le projet de résolution ne doit pas être interprété à tort comme mettant en avant l'idée selon laquelle l'existence d'armes dans l'espace est acceptable pour autant que le comportement des acteurs ou des objets soit réglementé.

Nous nous félicitons du rapport du Secrétaire général (A/76/77) établi en application de la résolution 75/36, qui résume la perception des menaces et présente les voies possibles pour promouvoir un comportement responsable dans l'espace. Il donne matière à réflexion aux États Membres alors qu'ils

œuvrent à l'élaboration d'un programme commun qui relie les chantiers relatifs au désarmement de l'espace et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques. À cet égard, les Philippines appellent de leurs vœux un processus inclusif pour faire avancer ces considérations initiales au sein du groupe de travail à composition non limitée sur la réduction des menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable, qui se réunira à Genève l'année prochaine.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : Mon pays a parrainé le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier », car nous pensons que toute course aux armements dans l'espace le transformera en un lieu d'affrontements militaires. Bien qu'il soit essentiel de respecter strictement le système juridique actuel, qui exige que l'espace soit utilisé uniquement à des fins pacifiques, cela ne suffira pas à prévenir une telle course aux armements. Nous pensons donc qu'il est urgent de soutenir et de promouvoir ce système juridique, à propos duquel le projet de résolution souligne l'important objectif commun de prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'urgence d'atteindre cet objectif, que de nombreux pays sont prêts à contribuer à réaliser.

La prévention d'une course aux armements dans l'espace est une condition préalable à la promotion et à la consolidation de la coopération internationale en matière d'exploration de l'espace et de son utilisation à des fins pacifiques, et donc au maintien de la paix et de la sécurité internationales. Sur cette base, nous exhortons les États Membres à soutenir et à voter pour le projet de résolution, y compris ses différents alinéas et paragraphes. À cet égard, nous soulignons l'importance du cinquième alinéa du préambule, qui insiste sur la nécessité de prendre des mesures pratiques afin de parvenir à des accords visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, dans une volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun.

S'agissant du projet de résolution A/C.1/76/L.53, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », dont mon pays est l'un des auteurs, nous appelons tous les États Membres à le soutenir et à voter pour, car nous avons tous la responsabilité historique d'explorer l'espace à des fins exclusivement pacifiques. Il est donc essentiel que tous les pays, en particulier ceux qui disposent de capacités spatiales importantes, contribuent efficacement à prévenir une course aux armements dans

l'espace. Cela permettrait d'encourager et de promouvoir la coopération internationale en matière d'exploration de l'espace et de son utilisation à des fins pacifiques, en vue de bâtir pour l'humanité un avenir commun et sûr. Prévenir une course aux armements dans l'espace tout en le préservant à des fins pacifiques est le seul moyen de garantir qu'il sera utilisé au profit de toute l'humanité et à des fins scientifiques, utiles et non destructrices.

**M<sup>me</sup> Ponikvar Velázquez** (Slovénie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de m'exprimer au nom des États membres de l'Union européenne. La Turquie, la Macédoine du Nord, le Monténégro et l'Albanie, pays candidats, l'Islande et la Norvège, pays membres de l'Association européenne de libre-échange et de l'Espace économique européen, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldova, la Géorgie et le Canada, s'associent à la présente explication de vote.

Je prends la parole pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, que nous ne sommes pas en mesure d'appuyer. L'Union européenne et ses États membres promeuvent depuis longtemps la préservation d'un environnement spatial sûr, sécurisé et durable et l'utilisation de l'espace à des fins pacifiques de façon équitable et mutuellement acceptable pour tous. Renforcer la sûreté, la sécurité et la viabilité à long terme des activités spatiales est pour nous une priorité essentielle et va dans le sens des intérêts communs des générations présentes et futures. Nous estimons qu'il est important d'élaborer des initiatives qui accroîtront et renforceront la confiance mutuelle entre les acteurs spatiaux d'aujourd'hui et de demain. À cet égard, nous tenons à souligner l'importance des mesures de transparence et de confiance qui peuvent apporter une contribution de taille à la sécurité, à la sûreté et à la viabilité des activités spatiales. C'est la raison pour laquelle l'Union européenne a proposé il y a quelques années un code de conduite international pour les activités spatiales. Nous préconisons et appuyons le renforcement de la coopération internationale afin d'élaborer des principes convenus de comportement responsable dans l'espace et soulignons la nécessité de promouvoir un comportement responsable dans l'espace, y compris dans le cadre de l'ONU.

L'Union européenne et ses États membres restent fermement attachés à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. En conséquence, tous les États membres de l'Union européenne voteront pour

le projet de résolution A/C.1/75/L.3, sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.50, sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, nous restons préoccupés par le fait que cette initiative ne répond pas suffisamment à l'objectif de resserrer la confiance entre les États afin de renforcer concrètement la sécurité spatiale. Nous réaffirmons que l'initiative du non-déploiement en premier ne répond pas aux difficultés de définir ce qui constitue une arme dans l'espace. Dès lors, le projet de résolution reste inefficace et ne répond pas aux menaces et aux risques pour la sécurité émanant d'un double usage de nombreux systèmes spatiaux. Les ambiguïtés concernant les capacités de certains objets et leur utilisation prévue pourraient donner lieu à des interprétations erronées, des malentendus et des erreurs d'appréciation et par conséquent, accroître le risque de conflit dans l'espace. En outre, sachant que l'espace fait l'objet d'une concurrence de plus en plus vive, nous restons préoccupés par la poursuite de la mise au point et de la mise à l'essai d'armes et de capacités antisatellites, basées au sol et coorbitales. Nous soulignons l'importance de réagir à cette évolution dangereuse et extrêmement déstabilisante rapidement, de manière globale et dans le cadre des efforts internationaux de prévention d'une course aux armements dans l'espace, ce que le projet de résolution ne fait pas suffisamment.

Plutôt qu'un engagement à ne pas déployer d'armes en premier, l'Union européenne et ses États membres estiment que l'adoption de mesures volontaires constitue à l'heure actuelle une option pragmatique, à commencer par la définition de normes, règles et principes de comportement responsable dans le cadre d'un processus progressif et inclusif. Il serait utile de s'attaquer aux comportements irresponsables et menaçants afin d'encourager des discussions et initiatives constructives et inclusives sur la manière d'empêcher l'espace de devenir le théâtre d'un conflit et d'assurer la viabilité à long terme du milieu spatial. Nous considérons que cette approche n'est pas opposée à celle qui vise à élaborer un instrument juridiquement contraignant à l'avenir, mais lui est plutôt complémentaire.

**M<sup>me</sup> Romero López** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La menace d'une course aux armements dans l'espace et la mise au point et l'amélioration constantes des armes spatiales menacent la réalisation des aspirations des peuples, en particulier dans les petits pays, à tirer parti des possibilités offertes par les technologies spatiales

pour la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Nous défendons le droit légitime de tous les États à un accès égal et sans discrimination à l'espace extra-atmosphérique, patrimoine commun de l'humanité. Nous réitérons nos préoccupations concernant l'utilisation des technologies spatiales au détriment de la sécurité des pays, en particulier le vaste réseau de satellites espions en place qui, en plus d'être incompatible avec la paix et le développement, continue de saturer l'orbite géostationnaire d'une grande quantité de débris spatiaux. Nous devons empêcher à temps la militarisation de l'espace. Il faut donc renforcer le cadre juridique en vigueur pour empêcher une course aux armements dans l'espace.

Pour cette raison, Cuba appuie l'adoption d'un traité juridiquement contraignant visant à prévenir et interdire le déploiement d'armes dans l'espace. Nous regrettons qu'un État ait bloqué le consensus sur l'adoption du document final du Groupe d'experts gouvernementaux créé par l'Assemblée générale pour formuler des recommandations sur les éléments de fond d'un instrument juridiquement contraignant pour la prévention et l'interdiction d'une course aux armements dans l'espace.

La délégation cubaine appuie les projets de résolution A/C.1/76/L.3, « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », A/C.1/76/L.50, « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier », A/C.1/76/L.53, « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace » et A/C.1/76/L.60, « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », dont elle s'est portée coauteur. Nous exhortons les États Membres à voter pour ces projets de résolution et pour tous les alinéas et paragraphes sur lesquels des votes séparés ont été demandés.

**M. Tozik** (Biélorus) (*parle en russe*) : Nous appuyons l'universalisation et le développement des instruments en vigueur qui régissent l'utilisation de l'espace. À cette fin, nous soutenons les projets de résolution A/C.1/76/L.3, « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », A/C.1/76/L.50, « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier », A/C.1/76/L.53, « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace » et A/C.1/76/L.60, « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales », dont nous sommes portés coauteurs. En ce qui concerne les projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53,



nous appuyons tous les paragraphes sur lesquels un vote a été demandé. Nous voterons pour les cinquièmes alinéas de ces textes, afin de soutenir la volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun. Nous appuyons fermement le projet de traité proposé par la Russie et la Chine sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux.

**M. Reyes Hernández** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Le Venezuela est d'avis que l'espace extra-atmosphérique représente un patrimoine commun de l'humanité, auquel il convient de garantir un accès équilibré de toutes les nations pour qu'elles en fassent une utilisation pacifique à travers la coopération internationale, la recherche scientifique et le transfert de technologie.

Le déploiement potentiel d'armes dans l'espace, loin de contribuer à la sécurité internationale, ne ferait qu'accroître la vulnérabilité et le sentiment d'insécurité de l'ensemble de la communauté internationale, y compris des États impliqués dans cette éventuelle course aux armements. Compte tenu de sa nature hautement déstabilisante, nous nous interrogeons sur l'intensification de la rhétorique belliqueuse et l'adoption de doctrines de sécurité qui conçoivent l'espace comme un théâtre de guerre. À cet égard, nous pensons qu'il est nécessaire de progresser dans l'élaboration d'un cadre international juridiquement contraignant qui nous aidera à prévenir une course aux armements dans l'espace et la militarisation de l'espace, dans une volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun. Pour ces raisons, le Venezuela encourage les Membres à soutenir les projets de résolution A/C.1/76/L.3, A/C.1/76/L.50, A/C.1/76/L.53 et A/C.1/76/L.60, pris dans leur ensemble, dont ma délégation s'est portée coauteur, ainsi que tous leurs alinéas et paragraphes sur lesquels un vote a été demandé.

**Le Président** : Avant que la Commission ne se prononce sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 3, nous allons entendre les délégations qui souhaitent expliquer leur position sur ces projets.

**M. Hwang** (France) : Je prononce une explication de vote au nom des États-Unis, du Royaume-Uni et de la France sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Nous voterons contre et encouragerons vivement toutes les délégations à faire de même. Nous souhaitons

également expliquer nos votes sur le projet de résolution A/C.1/76/L.53.

Nos trois pays se réjouissent de continuer à s'engager de manière constructive et pragmatique avec tous les Membres de l'ONU afin de renforcer la sûreté, la stabilité, la sécurité et la durabilité des activités spatiales. La sûreté et la sécurité de l'environnement spatial sont menacées et toutes les nations doivent progresser dans l'élaboration de mesures efficaces de transparence et de confiance. À cette fin, le Royaume-Uni a de nouveau présenté la résolution « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », adoptée l'année dernière en tant que résolution 75/36. Ce texte vise à débloquent les discussions sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace en prenant en compte les nombreuses menaces qui pèsent sur les systèmes spatiaux, à fournir des solutions pragmatiques et immédiatement applicables et à éviter les erreurs de calcul ou l'escalade menant au conflit.

Nous encourageons également tous les pays à profiter d'instances telles que la Commission du désarmement pour progresser en matière de transparence et de mesures de confiance. Nous pensons que l'initiative russe relative au non-déploiement d'armes en premier comporte un nombre de problèmes importants.

Premièrement, la poursuite du développement de toutes les armes et capacités antisatellites, y compris celles basées sur Terre, ne correspond pas à la rhétorique diplomatique. Certains pays développent en effet actuellement de nouveaux systèmes capables de mener des actions agressives contre ceux de leurs adversaires potentiels. Des activités hostiles ou des démonstrations de puissance, telles que des tirs d'armes antisatellites, des opérations irresponsables de proximité, l'aveuglement de satellites et le brouillage de systèmes de localisation, ont été observés. L'initiative sur le non-déploiement d'armes en premier ne définit pas de manière adéquate ce qui constitue une arme dans l'espace et passe à côté de menaces telles que les satellites provoquant délibérément des interférences des fréquences radio, tout comme les brouilleurs basés sur Terre, qui pourraient avoir un impact sur la sécurité des personnes et des biens. En l'absence d'une compréhension commune de ce que nous entendons par arme spatiale, cette résolution ne ferait qu'accroître la méfiance ou l'incompréhension à l'égard des activités et des intentions des États.

Deuxièmement, il existe des limites à la capacité d'un État à comprendre l'objectif d'un satellite une fois qu'il a été lancé, et l'initiative sur le non-déploiement d'armes en premier ne contient aucune caractéristique qui permettrait de confirmer efficacement l'engagement politique d'un État à ne pas être le premier à placer des armes dans l'espace.

Troisièmement, nous ne pouvons pas soutenir la référence à la volonté collective de bâtir pour l'humanité un avenir commun, au cinquième alinéa du préambule. Nous invitons les pays à examiner de près cette formulation. Bien qu'elle semble inoffensive, cette phrase a été promue par la Chine pour modifier le langage actuel sur le multilatéralisme et la géopolitique mondiale dans le système international. Cette expression n'a aucune signification ni aucun rapport avec la prévention d'une course aux armements dans l'espace, le Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes ou le contrôle multilatéral des armements et le désarmement.

Enfin, les systèmes dans l'espace peuvent également être endommagés depuis la Terre. Ces résolutions ne traitent pas de la menace à court terme que représentent les autres types d'armes antisatellites, par exemple les lasers ou les systèmes lancés depuis la Terre. Ces armes constituent une menace sérieuse pour l'environnement spatial, notamment en créant de multiples débris à longue durée de vie sur des orbites précieuses pendant des centaines d'années.

Toutes les nations doivent prendre des mesures concrètes pour renforcer la sécurité, la stabilité et la durabilité de l'espace. Les résolutions A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53 ne sont pas le bon mécanisme pour atteindre ces objectifs. Nous devons plutôt chercher à réduire les menaces qui pèsent sur les systèmes spatiaux et créer les conditions d'un environnement spatial sûr, sécurisé, stable et durable sur le plan opérationnel. Nos nations soutiennent l'approche consistant à discuter de comportements spatiaux responsables, en examinant comment nous pouvons mieux communiquer, expliquer nos intentions et faire preuve de bonnes actions.

En ce qui concerne la résolution A/C.1/76/L.53, nous craignons que la position diplomatique de ses auteurs ne soit pas compatible avec leurs comportements et leurs activités dans l'espace. La résolution ignore le lien entre les satellites, les données qu'ils nous fournissent et les systèmes terrestres dont dépend notre

sécurité. Le développement et le déploiement d'armes spatiales basées sur Terre sont tout aussi susceptibles de provoquer une course aux armements dans l'espace que les menaces en orbite. En outre, nos collègues russes n'ont pas réussi à définir ce que signifie l'expression « fourniture de garanties » au paragraphe 7 du dispositif. Une formulation aussi vague est susceptible d'entraver la capacité des États à élaborer une réponse adéquate à cette demande et demander des garanties pour la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Il existe de réelles menaces pour l'environnement spatial, mais ni la résolution A/C.1/76/L.50, ni la résolution A/C.1/76/L.53 ne sont les réponses à ces menaces.

**M. Balouji** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer la position de ma délégation sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52 intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ». Le fait est qu'il y a quelques années, la possibilité d'une course aux armements dans l'espace ne représentait qu'un risque potentiel. Il s'agit désormais d'une menace réelle et sérieuse.

Pour faire face à la menace de la militarisation de l'espace, il est nécessaire d'engager un débat sur l'élaboration d'un instrument juridiquement contraignant, notamment en ce qui concerne la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Le Traité de 1967 sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, ne suffit pas à rendre l'espace plus sûr, tout simplement parce qu'il ne mentionne ni n'aborde tous les types d'armes et d'activités militaires. Notre position fondée sur des principes est que d'une part, l'espace est un patrimoine commun de l'humanité qui doit être protégé contre toute tentative de le militariser ou de l'utiliser pour une course aux armements. D'autre part, il est essentiel de définir des mesures spécifiques et concrètes pour promouvoir et faciliter la coopération internationale par le transfert des connaissances techniques, des technologies et des équipements nécessaires. Au-delà des mesures de transparence et de confiance qui sont complémentaires les unes des autres, il convient de rejeter le monopole de quelques pays qui cherchent à imposer des restrictions au transfert d'équipements et de services scientifiques et technologiques liés à l'espace vers les pays en développement.

Par rapport à la résolution de l'année précédente, le projet de résolution A/C.1/76/L.52 est extrêmement ambitieux. La résolution 75/36 de l'année dernière a été adoptée après avoir été mise au voix, et 12 États Membres ont voté tandis que huit se sont abstenus. Certains de ces pays comptent parmi les nations spatiales les plus avancées, ce qui montre qu'il existe des points de vue différents sur les concepts et les sujets fondamentaux entourant le terme politisé de « comportement responsable », ainsi que sur le fond de la résolution. La proposition de créer un groupe de travail à composition non limitée doté de fonctions quasiment délibératives pourrait avoir des ramifications non seulement pour l'ordre du jour de la Conférence du désarmement, notamment sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, mais aussi pour la création d'un comité de négociation chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant, comme le proposent la Chine et la Russie dans le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace, de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux.

Par conséquent, l'Iran votera contre le projet de résolution A/C.1/76/L.52 et invite les délégations des pays en développement à faire de même. De notre point de vue, non seulement il ne reflète pas les principes susmentionnés, mais il tente également de fixer des conditions préalables à l'utilisation de l'espace et des technologies satellitaires à des fins pacifiques. Nous rejetons tout prétexte visant à empêcher les pays en développement de rejoindre le groupe des nations spatiales. Nous pensons que l'adoption d'un tel texte pourrait provoquer des divisions, de telle manière que les États Membres seraient contraints de se diviser en deux groupes, les États dits responsables contre les États irresponsables, ce qui serait totalement inacceptable. En outre, le projet de texte empiète sur les ordres du jour du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et de la Quatrième Commission, ce qu'il convient d'éviter. Enfin, et surtout, si nous avons réellement l'intention de contribuer à la sûreté et la sécurité de l'espace, nous devrions commencer par la négociation d'un instrument juridiquement contraignant.

Ma délégation votera pour les projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.60. Je tiens à préciser que la position que nous avons annoncée précédemment à leur sujet reste valable. Toutefois, la participation de l'Iran au consensus sur le projet de résolution A/C.1/76/L.60 ne doit pas être considérée comme un soutien au rapport du Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures

de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, qui a été mentionné au paragraphe 1. Le Groupe était restreint et sélectif et l'Iran ne faisait pas partie de ses membres.

**M. Mohd Nasir** (Malaisie) (*parle en anglais*) : La Malaisie appuiera et votera pour tous les projets de résolution sur lesquels la Première Commission va se prononcer au titre du groupe de questions 3 « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) », à savoir les projets de résolution publiés sous les cotes A/C.1/76/L.3, A/C.1/76/L.50, A/C.1/76/L.52, A/C.1/76/L.53 et A/C.1/76/L.60.

L'environnement géopolitique et de sécurité actuel dans le monde exige des efforts concertés de la part de toutes les parties pour que l'espace continue d'être un domaine où règne la paix et la sécurité. La Malaisie est consciente de l'importance de protéger l'espace pour nos intérêts communs, ainsi que de prévenir une course aux armements dans l'espace. L'espace devrait être utilisé exclusivement à des fins pacifiques. Dans nos efforts pour renforcer les utilisations pacifiques de l'espace, la Malaisie continue de rechercher des occasions de travailler et de collaborer avec d'autres États Membres et la communauté internationale dans le cadre juridique international en vigueur. Nos objectifs et nos intérêts communs sont de préserver le caractère pacifique de l'espace.

La communauté internationale a considérablement bénéficié des progrès enregistrés dans les secteurs des télécommunications et des finances, qui ont été possibles grâce à la technologie spatiale. À l'avenir, les activités dans l'espace ne doivent pas rester l'apanage d'un petit groupe d'États. La Malaisie encourage l'expansion des programmes de renforcement des capacités, en mettant un accent particulier sur les pays en développement, afin que l'espace extra-atmosphérique soit un bien collectif véritablement mondial, dont tous les États peuvent se prévaloir, tant en principe que dans la pratique.

Les mesures de confiance jouent un rôle déterminant dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace, ce que la communauté internationale a reconnu en adoptant la résolution 75/69 de l'Assemblée générale. À cet égard, tous les États Membres devraient s'abstenir de toute action contraire aux objectifs de l'utilisation pacifique de l'espace et de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, ainsi qu'aux traités pertinents existants. Il incombe à tous les États de veiller à ce que l'espace extra-atmosphérique soit utilisé et exploré à des fins exclusivement pacifiques,

et l'Assemblée générale doit jouer un rôle essentiel en favorisant la poursuite du dialogue sur les questions et les défis qui se posent actuellement dans ce domaine. La Malaisie se réjouit à la perspective de travailler en étroite collaboration avec tous les États Membres afin de renforcer le cadre international pour la science, la technologie et les activités spatiales et de préserver les utilisations pacifiques de l'espace dans l'intérêt des générations futures. Pour les principes et les raisons que j'ai exposés, la Malaisie appuiera et votera pour tous les projets de résolution sur lesquels la Première Commission se prononcera dans le cadre du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) », à savoir les projets de résolution publiés sous les cotes A/C.1/76/L.3, A/C.1/76/L.50, A/C.1/76/L.52, A/C.1/76/L.53 et A/C.1/76/L.60.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : J'ai demandé la parole pour expliquer la position de mon pays sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Parrainant plusieurs initiatives visant à prévenir une course aux armements dans l'espace, la Russie accueille favorablement toute idée susceptible de contribuer à maintenir l'espace libre d'armes de toute sorte et à empêcher qu'il ne devienne une nouvelle arène de tension et d'affrontement armé. Nous sommes prêts à discuter de ces idées et à y travailler avec tous les États intéressés.

Nous nous sentons obligés de souligner que, malgré certaines améliorations qui ont pris en compte certaines des propositions de la Russie, mais pas les principales, le projet de résolution A/C.1/76/L.52, déposé par le Royaume-Uni, comporte encore un certain nombre de distorsions et de lacunes fondamentales. Par exemple, nous avons été déconcertés par le refus des auteurs du projet de résolution d'inclure toute référence directe à l'importance de la prévention de l'armement de l'espace, aux conséquences catastrophiques d'un conflit armé dans l'espace et au principe inscrit dans la Charte des Nations Unies de s'abstenir de recourir à la menace ou à l'emploi de la force. Nous pensons qu'il est essentiel de s'assurer que le projet de résolution affirme un attachement aux principes juridiques internationaux existants concernant les activités spatiales et une volonté ferme de s'accorder sur l'obligation qui incombe à la communauté internationale d'empêcher le déploiement d'armes de toute sorte dans l'espace. Nous pensons également qu'il faudrait inscrire dans le document

une interdiction du recours à la menace ou à l'emploi de la force en ce qui concerne les objets spatiaux et leur utilisation.

Nos propositions de texte visaient à garantir que le document délimite clairement l'objectif le sous-tendant et l'orientation du concept de comportement responsable dans l'espace en vue de prévenir une course aux armements dans l'espace, mais pour l'instant, le projet de résolution aborde à peine ce lien. Il se concentre sur quelque chose de complètement différent, à savoir la lutte contre les débris spatiaux et d'autres questions liées à l'amélioration de la durabilité et de la sécurité des opérations spatiales. Le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (COPUOS) s'occupe depuis longtemps et avec succès de ces questions. La Russie estime que l'ensemble des questions liées à la protection de la sécurité des activités spatiales, hormis le problème de la prévention d'une course aux armements dans l'espace, relève de la compétence du COPUOS. Nous considérons qu'il est inacceptable de dupliquer l'examen de ces questions dans d'autres instances, y compris au sein du système des Nations Unies. Le projet de résolution devrait donc faire référence non pas à la sécurité spatiale au sens large, mais spécifiquement à la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

La Russie est favorable à la création d'un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner les questions les plus essentielles pour le programme de désarmement dans ce domaine, en vue de parvenir à des décisions consensuelles. Cependant, nous avons encore de sérieuses questions concernant le mandat du groupe de travail à composition non limitée proposé, qui n'est qu'indirectement lié à la prévention d'une course aux armements dans l'espace, en ce sens qu'il a la possibilité d'envisager des recommandations sur l'utilisation d'éventuelles normes et règles de comportement responsable dans de futurs accords juridiquement contraignants, ce qui n'est clairement pas suffisant.

Nous avons d'autres questions tout aussi fondamentales concernant à la fois le projet de résolution et ses rédacteurs, que nous avons évoquées plus d'une fois avec nos collègues britanniques. Étant donné que le projet de résolution comporte encore des lacunes importantes et ne prend pas en considération nos approches de principe, le texte est pour nous inacceptable en l'état. La Russie votera contre le projet de résolution et contre tout alinéa ou paragraphe mis aux voix.



**M. Al-Kuwari** (Qatar) (*parle en arabe*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Groupe des États arabes pour expliquer notre vote avant le vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, déposé par le Royaume-Uni et intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Le Groupe des États arabes votera pour le projet de résolution. Nous considérons qu'il s'agit d'une tentative d'élaborer des règles qui faciliteront la conclusion de traités juridiquement contraignants destinés à contrer une course aux armements dans l'espace dans une perspective globale, en interdisant toute arme et toute attaque armée dans l'espace, ainsi que toute atteinte délibérée aux satellites et aux objets spatiaux, qu'une attaque soit terrestre ou lancée depuis l'espace.

Le Groupe des États arabes réaffirme que la communauté internationale ne dispose pas de l'expérience et des capacités nécessaires pour conclure de tels traités et élaborer les mécanismes de vérification requis, et se déclare prêt à participer au groupe de travail à composition non limitée proposé pour la période de 2022 à 2023. Nous espérons que le groupe de travail considérera la prévention d'une course aux armements dans l'espace comme une priorité absolue. Nous soulignons également notre rejet absolu de toute tentative de légitimer une course aux armements dans l'espace ou de transformer l'espace en un nouveau théâtre de conflit.

**M. Sarwani** (Pakistan) (*parle en anglais*) : En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », voici les vues de ma délégation.

Pour nous, le principal test décisif de la pertinence du projet de texte est de savoir si et dans quelle mesure il permet d'atteindre notre objectif universellement partagé de prévenir une course aux armements et le déploiement d'armes dans l'espace. Ma délégation a appuyé la résolution l'année dernière. Nous aimerions rappeler la position que nous avons exposée l'année dernière, à savoir que nous évaluerions comment un futur texte contribuerait à la prévention d'une course aux armements dans l'espace et compléterait les initiatives existantes. La version la plus récente du projet de texte a subi d'importantes modifications par rapport à l'année dernière. Nous saluons les efforts de l'auteur principal, y compris en matière de communication. Nous relevons quelques références positives dans le texte, notamment

la réaffirmation dans le préambule de l'importance de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Toutefois, nous souhaitons souligner cinq lacunes dans le projet actuel.

Premièrement, le texte ne comporte aucune expression de préoccupation concernant la corrélation entre la course croissante aux armements dans l'espace et les tensions géopolitiques actuelles, et la façon dont cette évolution entrave les progrès vers la négociation d'un instrument juridique sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Deuxièmement, pendant des décennies, la communauté internationale a donné la priorité à la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Il est regrettable que la Conférence du désarmement ait été empêchée d'entamer des négociations sur ce point de l'ordre du jour, inscrit de longue date. Nous ne voyons pas pourquoi les normes, les règles, les principes et même les comportements ne pourraient pas être examinés dans le cadre des négociations d'un traité sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui auraient dû être menées depuis longtemps.

Troisièmement, la formulation du mandat du groupe de travail à composition non limitée proposé ne tient pas compte du caractère central de la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Elle propose uniquement la prise en compte des menaces pesant sur les moyens spatiaux plutôt que sur la notion bien comprise d'espace. La création de ce groupe de travail à composition non limitée nous ferait donc revenir en arrière au lieu de réaliser des avancées en matière de prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Quatrièmement, nous restons dubitatifs quant à la possibilité de réglementer et de vérifier les comportements plutôt que les capacités, lesquelles représentent un concept bien établi dans le domaine de la maîtrise des armements. La notion de comportement responsable ou irresponsable reste pour le moins vague. Nous partageons également les préoccupations exprimées par de nombreuses délégations concernant les conséquences négatives d'une telle approche pour les utilisations pacifiques de l'espace.

Cinquièmement, le préambule et le dispositif du texte sont clairement déconnectés. Alors que le préambule mentionne la prévention d'une course aux armements dans l'espace, le dispositif ne suggère aucune mesure juridique concrète pour garantir la prévention

d'une course aux armements persistante et dangereuse dans l'espace. De fait, le projet de texte prétend régler des questions relatives à la sécurité dans l'espace sans proposer de mesures crédibles et efficaces en vue de protéger l'espace contre les menaces croissantes. Pour ces raisons, ma délégation n'est pas en mesure d'appuyer ce projet de résolution.

**Le Président** : Nous allons maintenant nous prononcer sur les projets de résolution.

*(l'orateur poursuit en anglais)*

La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace ». Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) *(parle en anglais)* : Le projet de résolution A/C.1/76/L.3 a été déposé le 3 octobre par l'Égypte et Sri Lanka. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/76/L.3. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission.

**Le Président** *(parle en anglais)* : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/76/L.3 est adopté.*

**Le Président** *(parle en anglais)* : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) *(parle en anglais)* : Le projet de résolution A/C.1/76/L.50 a été déposé le 13 octobre par la Fédération de Russie. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/76/L.50. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. La Dominique et l'Ouzbékistan s'en sont également portés coauteurs.

**Le Président** *(parle en anglais)* : Des votes enregistrés séparés ont été demandés sur les cinquième, neuvième et onzième alinéas du préambule du projet de résolution A/C.1/76/L.50.

Je vais mettre aux voix ces alinéas, l'un après l'autre.

Je vais maintenant mettre aux voix le cinquième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni

de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine

*S'abstiennent :*

Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Guinée-Bissau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Suisse, Turquie

*Par 115 voix contre 50, avec 7 abstentions, le cinquième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le neuvième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre,

Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine

*S'abstiennent :*

Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Guinée-Bissau, Liechtenstein, Suisse, Turquie

*Par 118 voix contre 48, avec 6 abstentions, le neuvième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le onzième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka,

Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Croatie, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Monaco, Monténégro, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine

*S'abstiennent :*

Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Djibouti, Espagne, Grèce, Guinée-Bissau, Hongrie, Italie, Liechtenstein, Malte, Nouvelle-Zélande, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Saint-Marin, Suisse, Turquie

*Par 118 voix contre 33, avec 21 abstentions, le onzième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives,

Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Australie, Bulgarie, Canada, Croatie, Danemark, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Îles Marshall, Islande, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine

*S'abstiennent :*

Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Côte d'Ivoire, Djibouti, Espagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Îles Salomon, Irlande, Italie, Liechtenstein, Malte, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Portugal, République de Moldova, Saint-Marin, Suisse, Turquie

*Par 124 voix contre 35, avec 22 abstentions, le projet de résolution A/C.1/76/L.50, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ». Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/76/L.52 a été



déposé le 13 octobre par le Royaume-Uni. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/76/L.52.

L'état des incidences de ce projet de résolution sur le budget-programme a été publié sous la cote A/C.1/76/L.67 et est disponible sur le portail e-deleGATE. La liste des coauteurs supplémentaires du projet de résolution est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes séparés enregistrés ont été demandés sur les paragraphes 3, 5 a), b) et c) du projet de résolution A/C.1/76/L.52.

Je vais d'abord mettre ces paragraphes aux voix, l'un après l'autre.

Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 3.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis,

Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Inde, Iran (République islamique d'), République arabe syrienne

*S'abstiennent :*

Bélarus, Chine, Cuba, Djibouti, Dominique, Fédération de Russie, Guinée-Bissau, Israël, Madagascar, Nicaragua, Pakistan, République populaire démocratique de Corée, Somalie, Venezuela (République bolivarienne du), Zimbabwe

*Par 148 voix contre 3, avec 15 abstentions, le paragraphe 3 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 5 a).

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou,

Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du)

*S'abstiennent :*

Bélarus, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Israël, Madagascar, Pakistan, Somalie, Zimbabwe

*Par 147 voix contre 9, avec 9 abstentions, le paragraphe 5 a) est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 5 b).

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États

fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du)

*S'abstiennent :*

Bélarus, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Israël, Madagascar, Pakistan, Somalie, Zimbabwe

*Par 147 voix contre 9, avec 9 abstentions, le paragraphe 5 b) est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 5 c).

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burundi, Cabo Verde, Canada, Chili, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie,

Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Chine, Cuba, Fédération de Russie, Inde, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du)

*S'abstiennent :*

Bélarus, Comores, Djibouti, Guinée-Bissau, Israël, Madagascar, Pakistan, Somalie, Zimbabwe

*Par 146 voix contre 9, avec 9 abstentions, le paragraphe 5 c) est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunei Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cameroun,

Canada, Chili, Chypre, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Eswatini, États-Unis d'Amérique, Éthiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Îles Marshall, Îles Salomon, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kiribati, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République centrafricaine, République de Corée, République de Moldova, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Viet Nam, Yémen, Zambie

*Votent contre :*

Chine, Cuba, Fédération de Russie, Iran (République islamique d'), Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Venezuela (République bolivarienne du)

*S'abstiennent :*

Arménie, Bélarus, Comores, Djibouti, Inde, Israël, Pakistan, Tadjikistan, Zimbabwe

*Par 163 voix contre 8, avec 9 abstentions, le projet de résolution A/C.1/76/L.52, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.53, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace ». Je donne maintenant la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/76/L.53 a été déposé le 13 octobre par la délégation de la Fédération de Russie. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/76/L.53. L'état des incidences du projet de résolution sur le budget-programme a été publié sous la cote A/C.1/76/L.62 et est disponible sur le portail e-deleGATE. La liste des coauteurs supplémentaires du projet de résolution est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. La Dominique s'en est également portée coauteur.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Des votes séparés enregistrés ont été demandés sur le cinquième alinéa du préambule et le paragraphe 7 du projet de résolution A/C.1/76/L.53.

Je vais d'abord mettre ces paragraphes aux voix, l'un après l'autre.

Je vais maintenant mettre aux voix le cinquième alinéa du préambule.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie,

Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Ukraine

*S'abstiennent :*

Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Djibouti, Fidji, Guinée-Bissau, Nouvelle-Zélande, République de Moldova, Sierra Leone, Suisse, Turquie

*Par 112 voix contre 47, avec 10 abstentions, le cinquième alinéa du préambule est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant mettre aux voix le paragraphe 7.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini,



Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guyana, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Canada, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, France, Israël, Japon, Lettonie, Lituanie, Monaco, Pologne, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine

*S'abstiennent :*

Autriche, Belgique, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chypre, Croatie, Djibouti, Finlande, Géorgie, Grèce, Guinée-Bissau, Hongrie, Inde, Irlande, Islande, Italie, Liechtenstein, Luxembourg, Macédoine du Nord, Malte, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Roumanie, Saint-Marin, Sierra Leone, Slovaquie, Slovénie, Suède, Timor-Leste, Turquie

*Par 112 voix contre 19, avec 38 abstentions, le paragraphe 7 est maintenu.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.53, pris dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

*Il est procédé au vote enregistré.*

*Votent pour :*

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Guatemala, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Kiribati, Koweït, Lesotho, Liban, Libye, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Tuvalu, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe

*Votent contre :*

Australie, Canada, États-Unis d'Amérique, France, Îles Marshall, Israël, Japon, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine

*S'abstiennent :*

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Djibouti, Espagne, Estonie, Finlande, Gabon, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine

du Nord, Malte, Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Saint-Marin, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie

*Par 126 voix contre 9, avec 46 abstentions, le projet de résolution A/C.1/76/L.53, pris dans son ensemble, est adopté.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : La Commission va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/C.1/76/L.60, intitulé « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

Je donne la parole à la Secrétaire de la Commission.

**M<sup>me</sup> Elliott** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : Le projet de résolution A/C.1/76/L.60 a été déposé le 14 octobre par la Fédération de Russie, également au nom de la Chine et des États-Unis d'Amérique. La liste des auteurs du projet de résolution figure dans le document publié sous la cote A/C.1/76/L.60. La liste des coauteurs supplémentaires est publiée sur le portail e-deleGATE de la Première Commission. La Dominique et le Tadjikistan s'en sont également portés coauteurs.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Les auteurs du projet de résolution ont exprimé le souhait que la Commission l'adopte sans le mettre aux voix. Si je n'entends pas d'objection, je considérerai que la Commission souhaite procéder ainsi.

*Le projet de résolution A/C.1/76/L.60 est adopté.*

**Le Président** : Je donne maintenant la parole aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote ou leur position sur les résolutions qui viennent d'être adoptées.

**M. Choffat** (Suisse) (*parle en anglais*) : La Suisse s'est de nouveau abstenue dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ». Notre délégation tient à préciser que nos explications de vote concernant les précédentes moutures de la résolution restent valables. Nous sommes notamment préoccupés par un certain nombre de faits nouveaux concernant la mise au point de capacités de défense spatiales qui sont contraires à l'esprit du projet de résolution. Cela vient s'ajouter aux huit réserves que nous avons émises précédemment.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.53, intitulé « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace »,

la Suisse s'est abstenue dans le vote sur l'ensemble du projet de résolution, ainsi que sur les paragraphes mis aux voix séparément, car nous avons toujours des questions en suspens. Par exemple, nous sommes d'avis que le libellé du sixième alinéa du préambule, qui semble présumer que la Charte des Nations Unies n'est pas suffisante pour prévenir la menace ou l'emploi de la force dans l'espace, doit être revu. En outre, nous notons que le projet de résolution A/C.1/76/L.53 fait référence aux armes utilisées depuis l'espace contre la Terre et depuis la Terre contre des objets spatiaux, mais ne mentionne pas les attaques dans l'espace ni les essais d'armes antisatellites, qui produisent généralement des débris. Bien que nous nous soyons abstenus dans le vote sur le projet de résolution, nous sommes d'avis qu'il faut progresser dans la lutte contre les risques posés par une course aux armements dans l'espace et dans la mise au point d'instruments juridiquement contraignants dans ce domaine. Dans cette optique, nous avons voté pour le paragraphe 7 mis aux voix séparément.

Nous estimons qu'il sera crucial à l'avenir de veiller à ce que tout suivi éventuel du projet de résolution A/C.1/76/L.53, fondé sur les réponses apportées au paragraphe 7, soit mené de manière cohérente, inclusive et transparente et appuie et complète les autres initiatives, notamment les travaux du groupe de travail à composition non limitée qui doit être créé conformément au projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ». À cet égard, nous constatons avec regret que les auteurs des deux résolutions ont voté contre la résolution de l'autre. À l'avenir, nous surveillerons de près si les nouvelles mesures prises dans le cadre des résolutions de suivi du document A/C.1/76/L.53 sont compatibles avec la complémentarité nécessaire avec les autres initiatives, en particulier le projet de résolution A/C.1/76/L.52 et son processus de suivi. Cela jouera un rôle important dans l'éventuel appui futur de ma délégation au projet de résolution A/C.1/76/L.53.

**M. Situmorang** (Indonésie) (*parle en anglais*) : Notre délégation prend la parole pour expliquer sa position sur les cinq projets de résolution relevant du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ».

Nous soulignons que l'exploration et l'utilisation de l'espace et des corps célestes ne doivent se faire qu'à des fins pacifiques, pour le bien et dans l'intérêt de tous les pays, quel que soit le stade de leur développement

économique ou scientifique. Tous les biens spatiaux utilisés à des fins exclusivement pacifiques doivent être à l'abri de toute forme de menace, qu'elle provienne de l'espace ou de systèmes terrestres. Dans le même temps, nous restons préoccupés par toute politique visant à déployer des armes dans l'espace ou à faire de l'espace une nouvelle arène militaire, ce qui est contraire à notre objectif de prévention d'une course aux armements dans l'espace. L'Indonésie affirme donc que les menaces pesant sur les moyens spatiaux doivent faire l'objet d'une riposte globale. Nous devons nous efforcer de prévenir la militarisation et l'armement de l'espace, ainsi que l'utilisation des capacités spatiales et terrestres à des fins non pacifiques.

En ce qui concerne plus particulièrement les projets de résolution A/C.1/76/L.52 et A/C.1/76/L.53, nous notons avec intérêt qu'ils se recoupent sur certains points, tout en proposant des approches différentes. L'Indonésie appuie par conséquent les deux projets de résolution et souligne que ces deux processus doivent se compléter dans la mesure du possible. Nous espérons sincèrement qu'ils favoriseront les efforts globaux que nous déployons pour que l'espace reste un environnement pacifique, sûr, stable, préservé et durable.

**M. Fiallo Karolys** (Équateur) (*parle en espagnol*) : Je prends la parole pour expliquer le vote de l'Équateur sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non-déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

L'Équateur a voté pour ce projet de résolution, car il appuie les efforts visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Toutefois, l'engagement à ne pas déployer d'armes dans l'espace en premier ne doit pas être compris ou interprété comme l'acceptation du déploiement d'armes dans l'espace par un État qui ne serait pas le premier à le faire. L'Équateur défend l'utilisation de l'espace à des fins exclusivement pacifiques et réaffirme que tout déploiement de matériel de guerre dans l'espace est contraire au droit international.

Je voudrais à présent expliquer également le vote de l'Équateur sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ». Nous pensons que l'emploi, parfois abusif, du concept de perceptions de la menace, tel qu'il figure dans le projet de résolution, pourrait être inutile, voire contre-productif, pour la sécurité internationale. Nous pensons également que le meilleur moyen de

faire en sorte que l'espace soit un environnement plus sûr consiste à élaborer un instrument juridiquement contraignant qui empêche une course aux armements dans l'espace, qui codifie l'interdiction existant en droit international et qui, en outre, perfectionne le régime juridique dans ce domaine. Cependant, nous apprécions la proposition de poursuivre les discussions sur le sujet dans le cadre d'un groupe de travail à composition non limitée qui, pour être productif et couronné de succès, ne devra ni ne pourra privilégier les seuls principes de comportement volontaire. Les normes, règles et principes de comportement volontaire sont certes utiles et nécessaires, mais de manière complémentaire. Ils ne doivent donc pas compromettre l'objectif d'établir un instrument juridiquement contraignant.

**M. Roethlin** (Autriche) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer le vote de l'Autriche sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Un environnement spatial pacifique, sûr, préservé et durable est essentiel pour les sociétés modernes. Pourtant, les défis à relever dans le secteur spatial sont de plus en plus graves, qu'il s'agisse de l'encombrement croissant du milieu spatial en raison de la multiplication des activités dans l'espace, de l'augmentation des investissements militaires dans les activités et les stratégies liées à l'espace ou d'une éventuelle course aux armements dans l'espace. Pour s'attaquer efficacement à ces questions, il faut une approche multilatérale, avec l'appui d'un large éventail de parties prenantes, notamment les organisations internationales compétentes, la société civile et le monde universitaire. Préserver l'utilisation à long terme du milieu spatial à des fins pacifiques est crucial non seulement pour la paix et la sécurité internationales, mais aussi pour le développement socioéconomique.

L'Autriche a donc voté pour le projet de résolution A/C.1/76/L.52 pris dans son ensemble et pour tous les paragraphes individuels mis aux voix. À cet égard, nous tenons à remercier le Royaume-Uni de son travail à la Première Commission, non seulement cette année mais aussi au cours de la session de l'année dernière. Nous nous félicitons de la création prochaine d'un groupe de travail à composition non limitée pour 2022 et 2023, et nous attendons avec intérêt d'y participer activement et de contribuer à ses importants travaux.

L'Autriche souhaite réaffirmer que le fondement d'un comportement responsable est le respect du droit

international et des obligations juridiques. Cela signifie également, aux fins du présent projet de résolution, que tous les États doivent mener leurs activités relatives à l'exploration et à l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique conformément au droit international, en particulier au Traité sur l'espace extra-atmosphérique. L'Autriche préconise une approche globale de la sécurité, centrée sur la sécurité humaine. Nous estimons donc que le champ d'action du groupe de travail à composition non limitée doit couvrir un éventail complet de menaces, y compris les risques humanitaires, économiques et sociaux liés à l'armement potentiel de l'espace et à l'utilisation d'armes dans l'espace.

**M. Eberhardt** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Bien que la délégation des États-Unis ne se soit pas opposée au projet de résolution A/C.1/76/L.3, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », nous restons préoccupés par le lien qu'il établit entre la prévention d'une course aux armements dans l'espace et l'ouverture de négociations sur des propositions juridiquement contraignantes de maîtrise des armements dans l'espace présentant des déficiences fondamentales. Nous voudrions appeler en particulier l'attention sur la référence que fait le projet de résolution au projet de traité présenté par la Russie et la Chine à la Conférence du désarmement en 2014, auquel les États-Unis s'opposent. Notre dernière critique en date de leur traité de maîtrise des armements dans l'espace est exposée dans le document CD/2129, publié en août 2018.

Notre position à l'égard du projet de traité proposé par la Russie et la Chine n'enlève rien à notre désir d'éviter que des conflits futurs se propagent à l'espace extra-atmosphérique ni à notre appui de longue date aux mesures volontaires de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales. Nous avons indiqué à plusieurs reprises, dans cette enceinte et ailleurs, que des mesures de transparence et de confiance claires, applicables et vérifiables, mises en œuvre à titre volontaire, peuvent renforcer la sûreté, la stabilité et la viabilité des activités spatiales dans l'intérêt de tous les pays. Dans les *Directives stratégiques provisoires en matière de sécurité nationale*, le Président Biden indique que nous entendons explorer et utiliser l'espace au profit de l'humanité et veiller à la sûreté, la stabilité et la sécurité des activités spatiales. Pour y parvenir, il affirme que nous jouerons un rôle de premier plan dans la promotion de normes communes sur un large éventail de questions, y compris l'espace extra-atmosphérique.

La Politique spatiale nationale des États-Unis pour 2020 prévoit également que nous menions la promotion d'un cadre de comportement responsable dans l'espace extra-atmosphérique, y compris la recherche et la mise en œuvre effective des meilleures pratiques, normes et règles en matière de comportement. Tout particulièrement, les États-Unis continuent de souligner l'importance du rapport adopté en 2013 par consensus par le Groupe d'experts gouvernementaux sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales (voir A/68/189). Nous encourageons tous les pays à continuer d'examiner et de mettre en œuvre, à titre volontaire et dans toute la mesure possible, les mesures de transparence et de confiance proposées dans ce rapport, dans le cadre de mécanismes nationaux adaptés et en tenant compte de leurs intérêts nationaux.

Les États-Unis préféreraient que l'espace reste exempt de tout conflit. Cependant, comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises, la Russie et la Chine mettent au point et déploient agressivement des technologies conçues pour permettre aux conflits de s'étendre à l'espace à l'avenir. Les efforts creux et hypocrites tels que le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force dans l'espace contre des objets spatiaux, qui ne peuvent être confirmés ou vérifiés par la communauté internationale, ne sont donc pas adaptés. Nous continuerons de jouer un rôle de chef de file dans le débat de fond sur les mesures de transparence et de confiance dans l'espace à la Conférence du désarmement, à la Commission du désarmement et au sein des autres instances compétentes.

**M. Lynch** (Nouvelle-Zélande) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour expliquer le vote de la Nouvelle-Zélande sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, intitulé « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier ».

En 2021, la Nouvelle-Zélande a changé sa position et a voté contre le projet de résolution. Cette décision n'a pas été prise à la légère, mais sur la base de la politique néo-zélandaise en ce qui concerne la militarisation de l'espace. Je tiens à préciser que la Nouvelle-Zélande continue d'appuyer fermement les mesures visant à empêcher une course aux armements dans l'espace. L'utilisation sûre et durable de l'espace extra-atmosphérique, conformément au droit international, est essentielle pour nos intérêts collectifs. L'incapacité à régler cette question aura de graves conséquences pour tous les États, étant donné la dépendance des économies



et des sociétés modernes vis-à-vis des infrastructures et services spatiaux.

Nous avons voté contre ce projet de résolution pour deux raisons. Premièrement, la Nouvelle-Zélande craint qu'une approche visant à réglementer le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, tel que décrit dans le projet de résolution A/C.1/76/L.50, risque de valoir approbation tacite d'un déploiement d'armes en deuxième et de tous les déploiements ultérieurs. Même si cela était considéré comme une mesure provisoire jusqu'à la conclusion d'un traité contraignant, la Nouvelle-Zélande s'inquiète que, en l'absence de perspectives de négociations d'un traité largement acceptable, le projet de résolution risque en fait d'entériner un déploiement d'armes en deuxième.

Deuxièmement, et c'est lié à notre premier point, si la Nouvelle-Zélande est déterminée à participer à toutes les initiatives visant à empêcher une course aux armements, nous ne considérons pas que l'approche décrite au paragraphe 3 sur un projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace soit le meilleur moyen d'y parvenir. Même si les obstacles pratiques, notamment les questions épineuses de la vérification, pouvaient être surmontés, le projet de traité n'aborde pas les capacités terrestres de riposte spatiale, y compris les armes antisatellites à ascension directe. Nous pensons que des mesures tant volontaires que juridiquement contraignantes peuvent jouer un rôle dans la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et nous devons examiner plus avant ces deux types d'approche. La Nouvelle-Zélande ne s'oppose pas à des échanges sur la question des approches juridiquement contraignantes visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Au contraire, elle y est favorable. Cependant, nous ne pensons pas que la proposition énoncée dans le projet de résolution A/C.1/76/L.50 constitue une solution constructive à l'heure actuelle.

Pour des raisons similaires, la Nouvelle-Zélande a adopté une position de principe mûrement réfléchie en s'abstenant une fois de plus dans le vote sur la résolution A/C.1/76/L.53, intitulée « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace ». Comme je l'ai déjà indiqué, nous acceptons et saluons les objectifs liés à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace. Toutefois, nous émettons d'importantes réserves quant au fait que le projet de traité sur la prévention du déploiement d'armes dans l'espace, tel que proposé par la Chine et la Fédération

de Russie, serait un mécanisme viable pour remédier à ces questions.

La Nouvelle-Zélande considère les propositions contenues dans le projet de résolution A/C.1/76/L.52 comme l'approche la plus pragmatique à l'heure actuelle. Nous notons que le groupe de travail à composition non limitée envisagé serait notamment chargé d'examiner la manière dont les normes, règles et principes de comportement responsable pourraient contribuer à négocier des instruments juridiquement contraignants, notamment pour ce qui est de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Cela reprend un certain nombre d'éléments du texte du projet de résolution A/C.1/76/L.53 et nous donne à tous l'occasion de poursuivre ces importantes discussions. En nous abstenant sur le projet de résolution A/C.1/76/L.53, nous signalons que la Nouvelle-Zélande considère que la communauté internationale dispose d'une série d'outils pour prévenir une course aux armements dans l'espace et que nous estimons qu'il est important d'utiliser tous ces outils. Nous devons tous déployer des efforts collectifs pour garantir l'utilisation sûre et durable de l'espace, conformément au droit international. Nous attendons avec impatience des débats productifs et constructifs sur ces questions au cours de l'année à venir.

**M. Khaldi** (Algérie) (*parle en anglais*) : Ma délégation s'associe à la déclaration qui a été faite au nom du Groupe des États arabes pour expliquer notre vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52 intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », et souhaite ajouter les éléments suivants à titre national.

L'Algérie a voté pour le projet de résolution A/C.1/76/L.52 pour réaffirmer son attachement à tous les efforts communs visant à préserver l'espace en tant qu'environnement pacifique, sûr, sécurisé et durable et en tant que patrimoine commun de l'humanité. Mon pays continuera de plaider en faveur de l'exploration et de l'utilisation de l'espace sur un pied d'égalité, sur la base des principes de non-appropriation et d'utilisation pacifique de l'espace, conformément aux cinq traités de l'ONU régissant les activités spatiales. La délégation algérienne prend note avec satisfaction de la proposition de créer un groupe de travail inclusif à composition non limitée, qui travaillera sur la base du consensus, et qui sera chargée de traiter collectivement de nombreuses questions liées à l'évolution des menaces dans l'espace et de formuler des recommandations concrètes qui seraient susceptibles de contribuer à la négociation d'un

instrument juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

Tout en nous réjouissant à la perspective de participer de manière constructive à ce nouveau processus, nous voudrions souligner l'importance de faire de la prévention d'une course aux armements dans l'espace la principale priorité du groupe de travail à composition non limitée, pour souligner à nouveau l'urgence d'entamer des négociations de fond au sein de la Conférence du désarmement sur un instrument juridiquement contraignant relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace et de la menace ou de l'emploi de la force contre des objets spatiaux. Nous réaffirmons également qu'il est nécessaire d'étendre les mesures de transparence et de confiance pour renforcer l'objectif de prévention d'une course aux armements dans l'espace et pour promouvoir la confiance mutuelle entre les États.

Enfin, comme d'habitude, ma délégation appuie les projets de résolution A/C.1/76/L.50 et A/C.1/76/L.53 au titre de ce groupe de questions, conformément à sa position constante sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace.

**M. Moreno** (Israël) (*parle en anglais*) : Je voudrais m'exprimer au titre d'explications de vote sur les projets de résolution A/C.1/76/L.3, « Prévention d'une course aux armements dans l'espace » et A/C.1/76/L.60, « Mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales ».

Dans un esprit de consensus et dans le cadre d'une approche constructive en ce qui concerne les travaux de la Première Commission à sa soixante-seizième session, Israël a appuyé les projets de résolution A/C.1/76/L.3 sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, et A/C.1/76/L.60 sur les mesures de transparence et de confiance relatives aux activités spatiales, bien que nous ayons quelques réserves sur divers aspects de ces résolutions.

**M. Magosaki** (Japon) (*parle en anglais*) : Le Japon souhaite expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.53, « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », afin de préciser les raisons pour lesquelles nous avons changé notre vote cette année pour nous opposer au projet de résolution dans son ensemble au lieu de nous abstenir. Bien que nous convenons qu'il est nécessaire de prendre de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, les

mesures prévues dans le projet de résolution soulèvent plusieurs questions.

Premièrement, nous voudrions souligner la nécessité d'une approche pratique et holistique pour prévenir une course aux armements dans l'espace. Alors que notre société est de plus en plus dépendante des systèmes spatiaux, le Japon est préoccupé par l'absence de transparence de certaines activités spatiales. Nous constatons que ces activités semblent être de plus en plus répandues et peuvent conduire à des malentendus, voire à des menaces. Nous pensons donc que la première étape pour prendre de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace est de réagir rapidement à la situation actuelle. À cet égard, nous soulignons la nécessité de mener un débat plus approfondi sur les normes, règles et principes dans l'espace.

Deuxièmement, il convient de tenir compte du caractère à double usage des objets et technologies spatiaux, et notamment de la difficulté de définir ce qui constitue une arme dans l'espace et de permettre une vérification efficace.

Troisièmement, nous ne sommes pas favorables à l'ouverture immédiate de négociations sur un instrument international juridiquement contraignant, pour les raisons que nous avons exposées. À cet égard, nous voudrions rappeler le paragraphe 47 du rapport du Secrétaire général sur la réduction des menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable (A/76/77), qui indique qu'il est encourageant de voir les États Membres réaffirmer que des normes, règles et principes volontaires, y compris des mesures de transparence et de confiance non contraignantes, pourraient servir de fondement à un arsenal juridique.

Enfin, nous avons voté contre le cinquième alinéa du préambule parce qu'il contient des termes qui ne font pas l'objet d'un consensus au sein de l'Assemblée générale. Le Japon réaffirme son engagement à continuer à échanger des vues de manière transparente avec les pays sur leurs différentes positions et de promouvoir l'élaboration de règles internationales applicables à l'espace en vue de refléter un large éventail d'opinions. Nous soulignons également la nécessité d'instaurer la confiance mutuelle par des mesures de transparence et de confiance. Nous continuerons à contribuer aux débats sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace afin d'atteindre l'objectif largement partagé de l'utilisation pacifique et stable de l'espace.

**M<sup>me</sup> Narayanan Nair** (Inde) (*parle en anglais*) : L'Inde souhaite qu'il soit pris acte de son explication de vote sur les projets de résolution A/C.1/76/L.50, A/C.1/76/L.52 et A/C.1/76/L.53.

L'Inde a voté pour le projet de résolution A/C.1/76/L.50 relatif au non-déploiement d'armes dans l'espace en premier, qui stipule qu'il faut consolider et renforcer le régime juridique applicable à l'espace. L'Inde appuie cet objectif, ainsi que le renforcement du régime juridique international afin de protéger et de préserver l'accès à l'espace pour tous et de prévenir la militarisation de l'espace, sans exception. Nous sommes favorables à ce que la Conférence du désarmement examine sur le fond la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Nous considérons le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier comme une initiative utile et non comme un substitut à des mesures juridiques de fond visant à prévenir une course aux armements dans l'espace. Nous avons voté contre le cinquième alinéa du préambule du projet de résolution en raison de l'inclusion de l'expression « bâtir pour l'humanité un avenir commun ». Cette expression relève d'une idéologie politique ; or, une résolution de l'Assemblée générale ne doit pas servir de cadre pour promouvoir les idéologies individuelles des pays.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.52, « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable », en tant que puissance spatiale, l'Inde a des intérêts vitaux en matière de développement et de sécurité dans l'espace. Nous restons opposés à la militarisation de l'espace, et nous n'avons pas l'intention de recourir à la course aux armements dans l'espace. L'Inde a toujours plaidé en faveur de la préservation de l'espace en tant que patrimoine commun de l'humanité. Nous restons déterminés à faire en sorte que l'espace extra-atmosphérique soit un territoire où les puissances spatiales poussent toujours plus loin les limites de leur coopération.

L'Inde demeure convaincue qu'il faut examiner sur le fond la question de la prévention d'une course aux armements dans l'espace dans le cadre multilatéral de l'ONU. Nous restons engagés en faveur de la négociation d'un instrument juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace, au sein de la Conférence du désarmement.

Sans se substituer à des instruments juridiquement contraignants, les mesures de transparence et de confiance peuvent toutefois jouer un rôle utile et complémentaire

aux côtés de ces derniers. L'Inde a participé activement au Groupe d'experts gouvernementaux chargé d'étudier de nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui a terminé sa session en mars 2019.

L'Inde a voté pour la plupart des projets de résolution présentés au titre du groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects du désarmement) ». Toutefois, nous avons été contraints de nous abstenir dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52. Bien que nous ayons le même objectif que le Royaume-Uni et les autres coauteurs en ce qui concerne la réduction des menaces spatiales, nous estimons que ce projet ne permet pas de résoudre la question essentielle de la prévention d'une course aux armements dans l'espace au moyen d'un instrument juridiquement contraignant, universellement acceptable et issu de négociations multilatérales. Nous avons présenté nos vues à cet effet pour qu'elles soient incluses dans le rapport du Secrétaire général (A/76/77), en réponse à la résolution 75/36 de 2020. En outre, le projet de résolution introduit un certain nombre d'éléments subjectifs, notamment les notions de comportement responsable et irresponsable, la qualification et l'interprétation de tels comportements, ainsi que la perception des menaces, qui compliquent encore la tâche à accomplir. Nous pensons que ce projet de résolution détourne de l'objectif de prévention d'une course aux armements dans l'espace, qui reste une priorité pour la communauté internationale. Nous avons voté contre certains de ses paragraphes pour la même raison.

En ce qui concerne le projet de résolution A/C.1/76/L.53, « Nouvelles mesures concrètes de prévention d'une course aux armements dans l'espace », l'Inde a coutume de l'appuyer et de voter pour. Toutefois, nous avons voté contre le cinquième alinéa du préambule et avons expliqué les raisons de ce vote dans notre explication de vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50. L'Inde s'est abstenue dans le vote sur le paragraphe 7, car nous estimons qu'il est urgent de nous doter d'un instrument juridiquement contraignant sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace et que toute autre mesure, à notre avis, ne répond pas à cet objectif.

**M. Guerra** (Argentine) (*parle en espagnol*) : L'Argentine souhaite expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52 présenté par le Royaume-Uni, intitulé « Réduire les menaces spatiales au moyen

de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Le projet de résolution sur cette question a été présenté pour la première fois à la session précédente de l'Assemblée générale, où il a été adopté par un vote, l'Argentine faisant partie des pays qui ont voté pour. Le nouveau projet cherche à s'appuyer sur ce qui avait été convenu à l'époque et, à cet effet, propose la création d'un groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner diverses questions liées au comportement responsable des États dans l'espace, et de formuler des recommandations au sujet d'éventuelles normes, règles et principes et sur la manière dont ils pourraient contribuer à négocier des instruments juridiquement contraignants. À cet égard, l'Argentine, qui souscrit à l'esprit du projet de texte, pour lequel elle a donc voté, et qui est intéressée par le travail que le groupe de travail pourrait effectuer, pense toutefois que les activités spatiales et le progrès technologique actuels impliquent de nombreux acteurs non étatiques. Il convient donc de ne pas considérer que seuls les États ont la capacité de poser des menaces aux systèmes spatiaux, et de tenir compte de tous ces acteurs. Ce dernier point est d'autant plus important à la lumière de la participation croissante des entreprises privées à l'activité spatiale.

**M. Murillo Quesada** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : Je prends la parole pour expliquer le vote de mon pays sur le projet de résolution A/C.1/76/L.50, « Non déploiement d'armes dans l'espace en premier », et tous ses paragraphes. Nous convenons que nous devons prévenir une course aux armements dans l'espace. Notre vote est fondé sur notre engagement en faveur d'un désarmement général et complet, mais surtout sur l'obligation de faire en sorte que l'espace reste utilisé à des fins exclusivement pacifiques. Nous estimons que l'humanité que nous sommes doit aller plus loin et reconnaître l'espace comme une zone de paix. Le fait qu'un État ou groupe d'États déclare qu'il ne sera pas le premier à déployer des armes dans l'espace n'équivaut pas à une interdiction claire, absolue et catégorique de déployer des armes de quelque nature que ce soit dans l'espace, qui devrait pourtant s'imposer, selon nous.

Je voudrais également mentionner le projet de résolution A/C.1/76/L.52, « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ». Conformément au raisonnement que nous venons d'exposer, le Costa Rica souligne que toutes les activités dans l'espace doivent être menées à des fins exclusivement pacifiques. Compte

tenu de l'augmentation du nombre d'acteurs et des types d'activités menées dans l'espace, il est important que la Commission entretienne des discussions qui contribuent à garantir l'utilisation exclusivement pacifique de l'espace. C'est pourquoi mon pays a voté pour le projet de résolution et tous ses paragraphes. Toutefois, nous tenons à préciser que l'exercice d'inventaire des menaces prévu au projet de résolution ne doit en aucun cas servir de base ou de précédent pour justifier un quelconque type d'agression ou de course aux armements sur terre ou dans l'espace.

**M<sup>me</sup> Romero López** (Cuba) (*parle en espagnol*) : La délégation cubaine voudrait expliquer son vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.52, « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Cuba n'a pas appuyé le projet de résolution, car nous pensons que l'instance appropriée pour aborder la question de la sécurité dans le cadre des opérations spatiales est la Quatrième Commission, à laquelle sont assujetties les activités du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique. Le déploiement d'armes dans l'espace et la militarisation de l'espace, ainsi que la mise au point et le perfectionnement continus des armements, sont les principales menaces auxquelles nous sommes confrontés dans l'espace. Cependant, le texte cherche à changer délibérément l'approche qui a prévalu jusqu'à présent sur ce point, en affirmant que la principale menace provient d'actions, d'activités, de systèmes, de technologies et de moyens terrestres, ce qui n'a pas été étudié ou envisagé auparavant par la Première Commission.

Le fait que le projet de résolution fait prévaloir la promotion de normes et de règles de comportement responsable de nature volontaire, qui sont insuffisantes pour lutter contre les menaces dans l'espace, continue de nous détourner de la voie qui mène à l'adoption d'un instrument international juridiquement contraignant et complémentaire du régime juridique en vigueur, lequel représente un objectif soutenu par la grande majorité de la communauté internationale. Le texte omet délibérément d'évoquer le projet de traité relatif à la prévention du déploiement d'armes dans l'espace qu'ont proposé la Chine et la Russie à la Conférence du désarmement, ainsi que les déclarations politiques de divers États sur le non-déploiement d'armes dans l'espace en premier. En outre, il utilise un langage ambigu qui n'exclut pas la possibilité de recourir à la menace ou à l'emploi de la force dans l'espace, ce qui est



contraire à notre engagement en faveur de l'utilisation et de l'exploration de l'espace à des fins strictement pacifiques. Il tente également de légitimer l'utilisation de technologies, moyens et systèmes spatiaux à des fins incompatibles avec l'objectif de maintien de la paix et de la sécurité internationales. Enfin, le projet de texte ne rend pas compte de l'importance que revêt le transfert de connaissances et de technologies, notamment pour les pays en développement, ni de la nécessité de renforcer les capacités pour garantir que l'espace soit utilisé à des fins pacifiques.

**M. Reyes Hernández** (République bolivarienne du Venezuela) (*parle en espagnol*) : Le Venezuela prend la parole pour expliquer son vote contre le projet de résolution A/C.1/76/L.52, « Réduire les menaces spatiales au moyen de normes, de règles et de principes de comportement responsable ».

Le Venezuela nourrit de sérieuses préoccupations autour de ce projet de résolution, qui semble chercher à réécrire l'approche appliquée jusqu'ici pour cette question, dans la mesure où il ne met pas l'accent sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace. Comme c'était le cas à la session précédente, notre délégation continue de penser que cette proposition s'adresse davantage à une mise en valeur pacifique de l'espace, avec la promotion de mesures volontaires, assortie d'une formulation qui semble davantage relever de la Quatrième Commission. Le langage utilisé dans le texte est ambigu et omet d'évoquer les progrès réalisés sur cette question. Nous souhaitons donc mettre en garde contre un recul potentiel du débat, dans la mesure où la prévention d'une course aux armements dans l'espace est le meilleur moyen d'éviter que l'espace devienne un théâtre de guerre.

Enfin, le Venezuela est préoccupé par l'ambiguïté du texte, en raison de l'utilisation de concepts subjectifs tels que ceux de comportement responsable et de perception de la menace ou de risques pour la sécurité, qui, au lieu de renforcer la confiance, la sécurité et la transparence, augmentent le risque de conflit à cause de leurs nombreuses interprétations possibles.

**Le Président** : Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre des explications de vote après le vote sur le groupe de questions 3, « Espace extra-atmosphérique (aspects relatifs au désarmement) ».

La Commission va maintenant aborder le document A/C.1/76/INF/2/Rev.3, en commençant par le groupe de questions 4, « Armes classiques ».

Je tiens tout d'abord à informer les membres qu'à la demande des délégations qui ont présenté le projet de résolution A/C.1/76/L.47 relevant du groupe de questions 4, la Commission se prononcera sur ce projet de résolution à un stade ultérieur de ses travaux.

Je vais d'abord donner la parole aux délégations qui souhaitent faire une déclaration d'ordre général ou présenter des projets nouveaux ou révisés au titre du groupe de questions 4, « Armes classiques ». Les déclarations ne doivent pas dépasser cinq minutes.

Je donne maintenant la parole au représentant du Mali, qui va présenter le projet de résolution A/C.1/76/L.15.

**M. Coulibaly** (Mali) : La délégation du Mali a l'honneur de présenter le projet de résolution annuel intitulé : « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre » contenu dans le document A/C.1/76/L.15. Le projet est présenté au nom des 15 États membres de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Dans la forme, en dehors des mises à jour techniques nécessaires, le présent projet de résolution reprend les mêmes termes que celui adopté par consensus l'année dernière. À cet égard, les États membres de la CEDEAO souhaitent vivement que la tradition du consensus prévale cette année également pour l'adoption du projet de résolution A/C.1/76/L.15.

Dans le fond, ce projet de résolution vise à consolider la stabilité dans la région ouest-africaine, à travers l'amélioration de la sécurité régionale par le renforcement des initiatives et des efforts régionaux de réduction de la prolifération et la circulation illicites des armes légères et de petit calibre. Le projet invite la communauté internationale à appuyer la mise en œuvre effective de la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes qui, il convient de le rappeler, est entrée en vigueur le 29 septembre 2009. En outre, le projet de résolution susmentionné invite notamment la communauté internationale à fournir un appui technique et financier pour renforcer les capacités des organisations de la société civile dans la lutte contre la circulation illicite et la collecte des armes légères et de petit calibre.

Au-delà de la sous-région ouest-africaine et du Sahel, ce projet de résolution traduit la volonté de nombreux pays, à travers le monde, de lutter contre la circulation illicite et la collecte des armes légères et

de petit calibre, qui ont aujourd'hui la triste réputation d'être classées parmi les armes les plus redoutées.

*M. Mohd Nasir (Malaisie), Vice-Président, assume la présidence.*

Je saisis cette occasion pour remercier, au nom des États membres de la CEDEAO, tous les pays qui ont bien voulu coparrainer le présent projet et en même temps, encourager ceux qui ne l'ont pas encore fait, à marquer leur soutien à notre initiative. Pour terminer, la délégation du Mali renouvelle les remerciements de l'ensemble des États membres de la CEDEAO aux partenaires techniques et financiers pour leur soutien à la mise en œuvre de la résolution.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Avant que la Commission ne se prononce sur les projets de résolution et de décision relevant du groupe de questions 4, nous allons entendre les délégations qui souhaitent expliquer leur position sur ces projets.

**M<sup>me</sup> Almojuela** (Philippines) (*parle en anglais*) : L'engagement des Philippines en faveur de la mise en œuvre d'une réglementation solide et complète couvrant les armes classiques sous-tend notre appui aux projets de résolution A/C.1/76/L.28, A/C.1/76/L.46, A/C.1/76/L.43 et A/C.1/76/L.41.

Nous nous sommes félicités de l'issue positive de la deuxième Conférence d'examen des États parties chargée de l'examen de la Convention sur les armes à sous-munitions cette année, notamment de l'adoption du Plan d'action de Lausanne et de l'approbation d'une marche à suivre en vue de parvenir à l'universalisation. Nous contribuons activement aux efforts en faveur de l'universalisation de toutes les conventions relatives aux armes classiques – la Convention sur les armes à sous-munitions, la Convention sur certaines armes classiques et la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Nous pensons que l'universalisation de ces trois conventions ne se limite pas à encourager davantage d'États à signer ou à ratifier ces traités. Il s'agit également de faire respecter sans ambiguïté, en toutes circonstances, les normes contre l'emploi des armes interdites au titre de ces traités. Nous devons condamner toute utilisation d'engins explosifs improvisés (EEI), de mines terrestres ou d'armes à sous-munitions par quelque acteur que ce soit et en toutes circonstances. Nous sommes également préoccupés par les conséquences humanitaires des armes explosives utilisées dans les zones peuplées, des armes incendiaires et de la prolifération du commerce illicite des armes

légères et de petit calibre. Un régime humanitaire solide de désarmement et de maîtrise des armements doit résister à l'épreuve du temps.

En tant que cadre approprié pour faire face aux menaces potentielles découlant des technologies émergentes, la Convention sur certaines armes classiques devrait aborder les risques posés par les systèmes d'armes autonomes. La prochaine Conférence des Hautes Parties contractantes chargée de l'examen de la Convention est l'occasion de faire avancer les discussions entre les parties à cet égard. Nous nous associons aux appels en faveur d'un instrument juridiquement contraignant.

Le projet de décision A/C.1/76/L.45 devrait nous permettre de continuer à accorder la priorité aux efforts visant à contrer la menace que représentent les EEI. Le rapport du Secrétaire général (A/75/175) de l'année dernière a tiré la sonnette d'alarme sur l'utilisation destructrice continue des EEI, y compris contre les systèmes de soins de santé.

Les Philippines continueront de jouer un rôle actif dans la mise en œuvre des différentes conventions sur les armes classiques et de souligner l'importance de mettre l'accent sur les victimes et de renforcer les capacités nationales pour répondre aux défis posés par ces armes mortelles.

**M<sup>me</sup> Quintero Correa** (Colombie) (*parle en espagnol*) : La Colombie, qui est l'un des auteurs du projet de résolution A/C.1/76/L.43 sur le commerce illicite des armes légères et de petit calibre sous tous ses aspects, remercie l'Afrique du Sud de l'avoir présenté et l'appuie pleinement.

Le commerce et la fabrication illicites d'armes légères et de petit calibre, ainsi que de munitions et d'explosifs, demeurent une préoccupation et une menace pour la paix, la sécurité, le développement durable et la stabilité mondiale, compte tenu de leurs conséquences humanitaires et socioéconomiques et de leurs liens avec la violence, la criminalité organisée, le terrorisme et d'autres crimes.

L'ampleur du problème démontre qu'il résulte d'une conjugaison de facteurs nationaux et de flux et variables régionaux et mondiaux. Il est donc essentiel de renforcer la coordination de l'action à ces différents niveaux. Il est indispensable de relever les défis actuels et émergents, en intégrant les efforts de mise en œuvre du Programme d'action en vue de prévenir, combattre et éliminer le commerce illicite des armes légères sous

tous ses aspects avec ceux visant à mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030, tout en favorisant la participation effective des femmes et l'implication de la société civile. Cette année, nous avons célébré le vingtième anniversaire du Programme d'action et tenu avec succès la septième Réunion biennale des États. La coopération et l'assistance internationales sont indispensables et complémentaires des initiatives nationales et régionales visant à mettre en œuvre pleinement et effectivement le Programme d'action et l'Instrument international de traçage. Le projet de résolution vise à continuer de renforcer les efforts collectifs de lutte contre ce crime, ainsi que la coopération internationale dans ce domaine. La Colombie invite toutes les délégations à adopter encore une fois le projet de résolution sans le mettre aux voix.

La Colombie est fermement attachée à la pleine application de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. Nous connaissons l'impact des mines antipersonnel sur la vie des personnes, sur les communautés et sur le développement durable. Nous devons continuer à unir nos efforts pour atteindre notre objectif commun d'un monde exempt de ces armes. Nous appuyons fermement le projet de résolution A/C.1/76/L.5, « Mise en œuvre de la Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction ».

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole aux représentants qui ont demandé à exercer leur droit de réponse. À cet égard, je rappelle aux délégations que les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse sont limitées à cinq minutes pour la première intervention et à trois minutes pour la deuxième.

**M. Belousov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Je voudrais exercer mon droit de réponse au sujet de la déclaration faite au nom d'un groupe d'États.

Une fois encore, nous rejetons catégoriquement les accusations infondées portées contre notre pays concernant la situation liée à Alexei Navalny. Les prétendues préoccupations, de même que les appels creux et répétés à l'identique d'un groupe bien connu de pays n'ont qu'un seul but : dénaturer la situation réelle de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) et induire ainsi délibérément en erreur ses membres et les États Membres de l'ONU. Si l'objectif de nos accusateurs est de continuer de détruire la crédibilité

de l'OIAC et de saper le régime de désarmement pour les armes chimiques, ils sont sur la bonne voie.

N'importe qui peut lire les nombreuses demandes officielles d'entraide judiciaire internationale que le Procureur général de la Russie a publiées sur le site de l'OIAC, et qui sont restées sans réponse, et constater que la Fédération de Russie a fait tout son possible pour établir la vérité dans cette affaire complexe et controversée. Tout le monde peut également lire les réponses creuses des représentants de l'Allemagne, de la France et de la Suède concernant notre demande officielle au titre de l'article X de la Convention sur les armes chimiques (CIAC). Malheureusement, la seule chose qui soit devenue claire depuis plus d'un an après l'incident en question, c'est que ces combattants de l'impunité autoproclamés ne font rien d'autre que des déclarations collectives aussi bruyantes que vides, en attribuant les responsabilités à leur guise, au mépris de la réalité, des faits et de la logique la plus élémentaire.

La situation n'est pas nouvelle. Par deux fois maintenant, après les incidents de Khan Cheikhoun et de Douma, nous avons vu comment Damas a été désignée coupable et a subi des actes criminels d'agression, en violation de la Charte des Nations Unies. Ensuite, des rapports cousus de fil blanc du Secrétariat technique de l'OIAC ont été rédigés à la hâte. Pourtant, la moindre suggestion de discuter normalement de ces rapports a été immédiatement rejetée sous le prétexte universel du prétendu grand professionnalisme du personnel du Secrétariat technique de cette organisation. Et lorsque de hauts professionnels du Secrétariat technique ont eux-mêmes fait état des pressions sans précédent qui avaient été exercées sur eux pour blanchir les crimes commis par ces soi-disant combattants de l'impunité, ils ont été ostracisés et persécutés, dans un tollé unanime, par ce même groupe de pays. Voilà, pour l'essentiel, ce que valent les préoccupations et les appels dont se targue ce groupe de pays bien connus, pour lesquels le travail normal et concret d'établissement de la vérité et de la justice n'est qu'un vain mot.

Nous exhortons une fois de plus ces combattants de l'impunité à cesser de lancer des accusations infondées contre des États parties à la CIAC bien intentionnés, et à cesser de manipuler les faits dans le but de promouvoir leurs propres intérêts politiques. Nous devons faire preuve de responsabilité pour l'avenir de l'OIAC et ainsi assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Pour notre part, nous assurons la Commission que nous continuerons d'œuvrer pour

établir la vérité sur cette situation, et sur d'autres impliquant des citoyens de la Fédération de Russie.

Je tiens également à souligner que depuis 2008, plusieurs États –

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Je suis désolé, mais le temps de parole de l'orateur est épuisé.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : J'ai demandé à intervenir au titre du droit de réponse à la suite des remarques que nous avons entendues de la part des délégations des États-Unis et de la Turquie. Certaines délégations sont encore très loin de respecter les convenances diplomatiques. Il semble qu'elles pensent qu'elles sont au-dessus du système et de la Charte des Nations Unies, ou bien elles ne maîtrisent pas encore les fondements du discours diplomatique.

Il n'est pas surprenant que le représentant des États-Unis tente de détourner l'attention des crimes que les administrations américaines successives ont perpétrés avec toutes sortes d'armes de destruction massive, des armes nucléaires aux armes biologiques et chimiques. Les répercussions de l'emploi de ces armes continuent d'être observées chez les nouveau-nés dans un certain nombre de pays, dont le Viet Nam, l'Iraq et le Japon.

En ce qui concerne les remarques du représentant de la Turquie, son pays semble bien décidé à passer d'une politique de zéro problème à une politique problématique à 100 %. Je tiens à rappeler que la Turquie est l'un des principaux parrains des groupes terroristes Daech et Jabhat el-Nosra, et qu'elle est également responsable de tous les incidents au cours desquels des armes chimiques toxiques ont été utilisées dans mon pays, puisqu'elle soutient, parraine, approvisionne et entraîne ces terroristes. En outre, la Turquie permet à d'autres pays de former des terroristes sur son territoire et de les envoyer dans mon pays.

Je tiens à réaffirmer que la République arabe syrienne rejette les accusations portées contre nous. Nous réaffirmons que nous rejetons l'emploi d'armes chimiques par quiconque et en quelque circonstance que ce soit et que cet emploi doit être absolument condamné. C'est pourquoi mon pays a volontairement adhéré à la Convention sur les armes chimiques et s'est acquitté, en un temps record, de toutes ses obligations résultant de cette adhésion. Nous avons tenu à coopérer avec l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) en vue de clore ce dossier aussitôt que possible.

Malheureusement, certains pays continuent à le politiser de façon flagrante, que ce soit en lançant des accusations infondées sur la Syrie qui émanent de groupes terroristes et de leurs partisans ou en mettant en doute la coopération de la Syrie avec l'OIAC, en plus d'exploiter des rapports qui manquent de crédibilité et de professionnalisme. Les dispositions de la Convention sont également manipulées dans le but de créer des mécanismes illégitimes.

Pour terminer, je tiens à remercier toutes les délégations qui ont voté contre ou se sont abstenues dans le vote sur le projet de résolution A/C.1/76/L.10 et ses différents alinéas et paragraphes, envoyant ainsi un message fort selon lequel le projet de résolution a été politisé et ne reflète pas la situation réelle sur le terrain. Il ne sert qu'à viser mon pays.

**M. Yakut** (Turquie) (*parle en anglais*) : Je prends la parole pour exercer le droit de réponse de ma délégation concernant les remarques du représentant du régime syrien au sujet de mon pays.

Nous rejetons catégoriquement ses allégations concernant la lutte contre le terrorisme et l'utilisation d'armes chimiques. Nous connaissons bien les véritables auteurs de ces actes et l'identité de ceux qui collaborent avec les terroristes. Ces allégations ne sont rien d'autre qu'une tentative futile de détourner l'attention des crimes odieux que le régime d'Al-Assad a commis au cours de la dernière décennie. Les exemples de son utilisation répétée d'armes chimiques constituent des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité et ont été amplement prouvés par des mécanismes d'enquête internationaux indépendants. Dans ses efforts futiles visant à rejeter sur d'autres la responsabilité de ses crimes, le régime a fabriqué un certain nombre de lettres contenant des allégations sans fondement. Nous renouvelons notre appel à la communauté internationale pour qu'elle prenne des mesures immédiates afin que les auteurs de ces crimes répondent de leurs actes. Il est impératif que la justice soit rendue si l'on veut parvenir à la paix en Syrie. Nous exhortons à nouveau le régime à abandonner ses illusions, à cesser d'abuser de cette plateforme et à se concentrer sur le respect de ses obligations en vertu du droit international.

En ce qui concerne notre politique sur l'avenir de la Syrie, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, la préservation de l'intégrité territoriale et de l'unité de la Syrie est essentielle pour la Turquie. Nous continuerons d'appuyer de manière résolue



et active une solution politique, conformément à la résolution 2254 (2015) du Conseil de sécurité.

**M. Dandy** (République arabe syrienne) (*parle en arabe*) : J'ai demandé la parole une deuxième fois pour exercer notre droit de réponse à la déclaration que vient de faire le représentant de la Turquie. Je tiens une fois de plus à lui rappeler les convenances diplomatiques et à demander à la présidence d'aider sa délégation à se conformer aux principes inscrits dans la Charte et aux

règles de l'ONU en désignant mon pays par son nom officiel, à savoir la République arabe syrienne.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur pour la séance d'aujourd'hui. La prochaine séance se tiendra demain, mardi 2 novembre, à 15 heures, dans les salles de conférence 1, 2 et 3, où nous nous prononcerons sur les autres projets de résolution et de décision figurant dans le document publié sous la cote A/C.1/76/INF/2/Rev.3.

*La séance est levée à 12 h 55.*